

# Crédit Mutuel Arkéa

Société anonyme coopérative de crédit à capital variable  
Siège social : 1, rue Louis Lichou, 29480 Le Relecq Kerhuon  
R.C.S. Brest 775 577 018

**Actualisation du Document de Référence 2011  
enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 23  
mai 2011 sous le numéro R.11-028**

Actualisation déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 5 septembre 2011



Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 5 septembre 2011, conformément à l'article 212-13 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers. Il complète le Document de Référence enregistré le 23 mai 2011 sous le numéro R.11-028. Il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété d'une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

## SOMMAIRE

	<b>Pages</b>
<b>Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011</b>	
1. Rapport financier semestriel d'activité au 30 juin 2011	3
2. Etats financiers semestriels consolidés au 30 juin 2011	20
3. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2011	54
 <b>Déclaration de la personne responsable de l'actualisation du Document de Référence</b>	 57
 <b>Table de concordance</b>	 58
 <b>Documents accessibles au public</b>	 62

## 1. Rapport financier semestriel d'activité au 30 juin 2011

# RAPPORT D'ACTIVITE DE CREDIT MUTUEL ARKEA SUR LE PREMIER SEMESTRE 2011

### Sommaire :

- Eléments de synthèse du premier semestre
- Contexte macro économique
- Activité du Groupe au cours du premier semestre
- Bilan au 30/06/2011
- Analyse des résultats consolidés au 30/06/2011

### 1- Eléments de synthèse du premier semestre

Une croissance des encours par rapport à fin décembre 2010.

- Une conquête clients bien orientée (+6%) avec un portefeuille en hausse de 2,5% par rapport à décembre 2010,
- Une production de crédits en forte hausse sur toutes les familles avec une progression de l'encours de 9% par rapport à décembre 2010,
- Une collecte nette d'épargne moindre qu'au premier semestre 2010 avec une progression des encours de 3% depuis décembre 2010,
- Un volume de souscriptions en assurance non vie et prévoyance en forte augmentation de 14% par rapport au premier semestre 2010, permettant une croissance de 8 % du portefeuille depuis décembre 2010.

Un résultat net part du Groupe de 158 millions d'euros, en légère diminution par rapport à 2010.

- Un PNBA à son plus haut historique, en progression de 9,3% à 858 millions d'euros (+5,4% à périmètre constant<sup>1</sup>) :
  - Une croissance des volumes de crédits (intérêts perçus : + 8,5% à 749 millions d'euros), des commissions bancaires (+10,5% à 277 millions d'euros),
  - L'apport des nouvelles acquisitions (+34 millions d'euros),
  - Un effet taux défavorable notamment sur le coût des ressources clientèle et de refinancement (-99 millions d'euros)
- Une augmentation des frais de gestion de 13,3% (+8,7% à périmètre constant)
  - Une dégradation du coefficient d'exploitation de 250 points de base à 70,6% (210 points de base à périmètre constant) en lien avec la croissance des effectifs et des projets technologiques accompagnant le développement du Groupe
- Un coût du risque en hausse de 6,2% à 42 millions d'euros (- 15% à périmètre constant) liée à la contribution au programme de soutien à la Grèce (impact : -2 millions d'euros)

<sup>1</sup> Hors CFCAL, Leasecom, SPG et après retraitements des éléments exceptionnels 2010

#### Ratio de Solvabilité :

Les fonds propres de base prudentiels ou « Tier 1 » du ratio de solvabilité sont de 2,9 milliards d'euros (dont 92% en core Tier 1)

Après prise en compte des fonds propres complémentaires, les fonds propres prudentiels s'établissent à 3,6 milliards d'euros (pour 3,7 milliards d'euros à fin 2010).

#### Tableau de l'évolution des ratios de solvabilité :

ME	30/06/2011	31/12/2010
Fonds propres Tier 1	2 993	2 867
dont Core Tier 1	2 747	2 621
Fonds propres complémentaires (Tier 2) nets de déductions et surcomplémentaires	576	876
Total des Fonds propres pour le calcul de solvabilité	3 571	3 744

ME	30/06/2011	31/12/2010
Ratio Core Tier 1	9,4%	9,4%
Ratio Tier 1	10,2%	10,2%
Ratio Global	12,2%	13,4%

A noter le remboursement au premier semestre d'un TSR de 300 millions d'euros.

Pour le Crédit Mutuel Arkéa, les simulations à date intégrant une application immédiate des normes « Bâle III », montrent dès à présent un respect des futures exigences réglementaires minimales.

#### Ratio de liquidité :

Le coefficient réglementaire de liquidité à un mois s'établit pour le Crédit Mutuel Arkéa à 178% à fin juin.

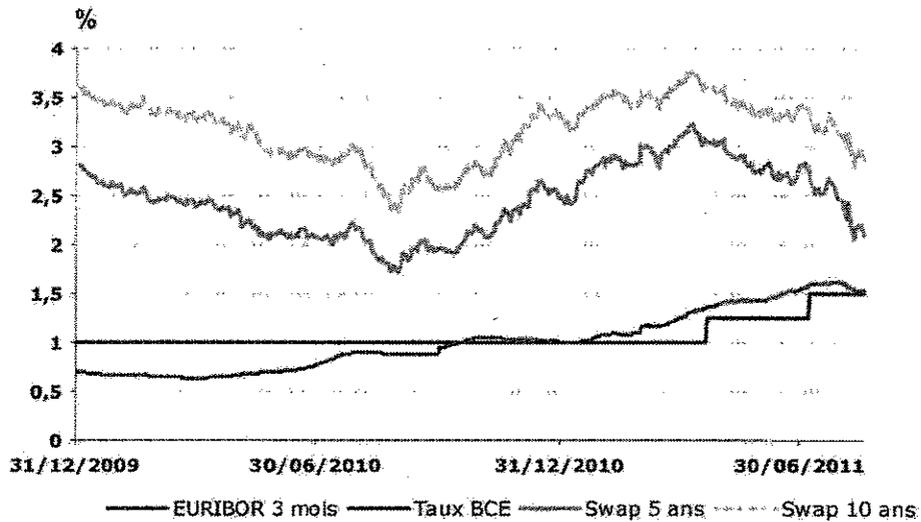
## 2- Contexte macro économique

### Indicateurs financiers

#### Taux

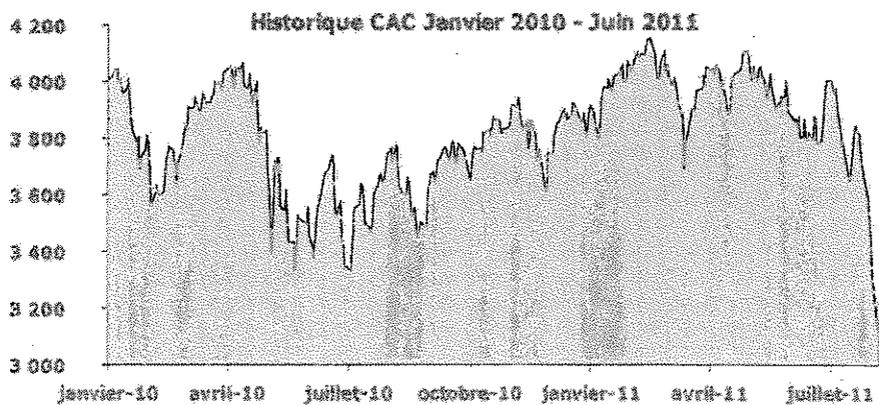
- Des taux supérieurs d'environ 0,5% par rapport aux taux observés sur la même période 2010.

Évolution des taux court et long terme



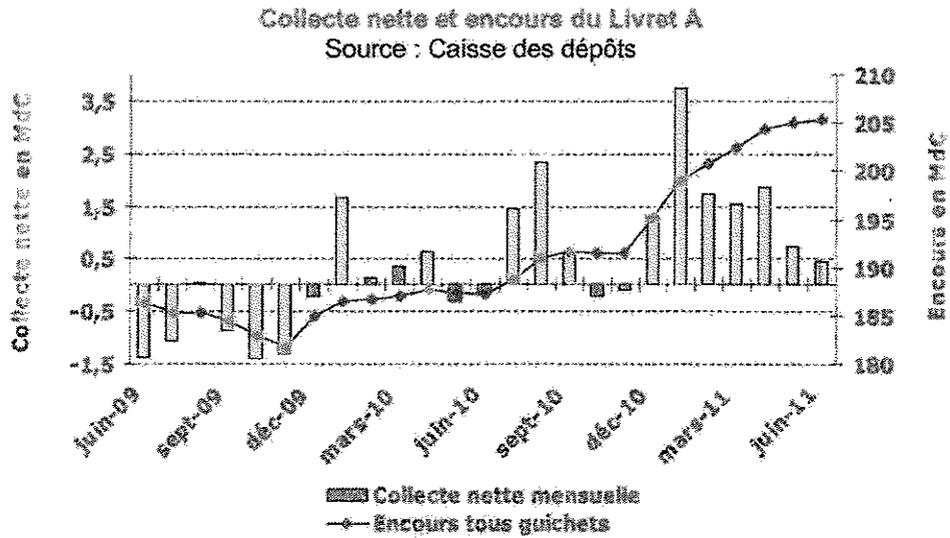
#### Bourse

- Une hausse du CAC 40 de 15% entre juin 2010 et juin 2011.
- Une forte volatilité sur la période alimentée par la crainte d'un défaut de dette souveraine.

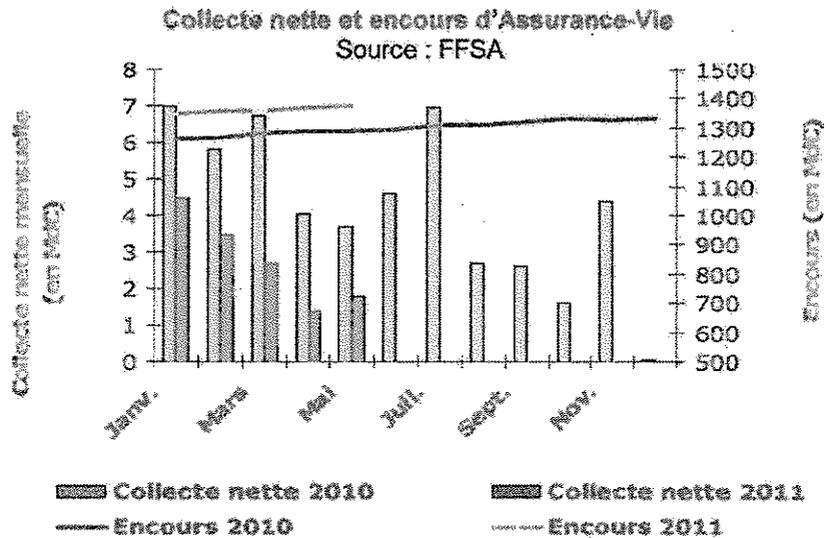


## Collecte d'épargne (France)

- Le taux du Livret A est remonté à 2% au 1er février 2011 après s'être maintenu à un taux de 1,75% pendant 6 mois. Cette hausse s'accompagne d'une forte croissance de la collecte nette sur les premiers mois de l'année.

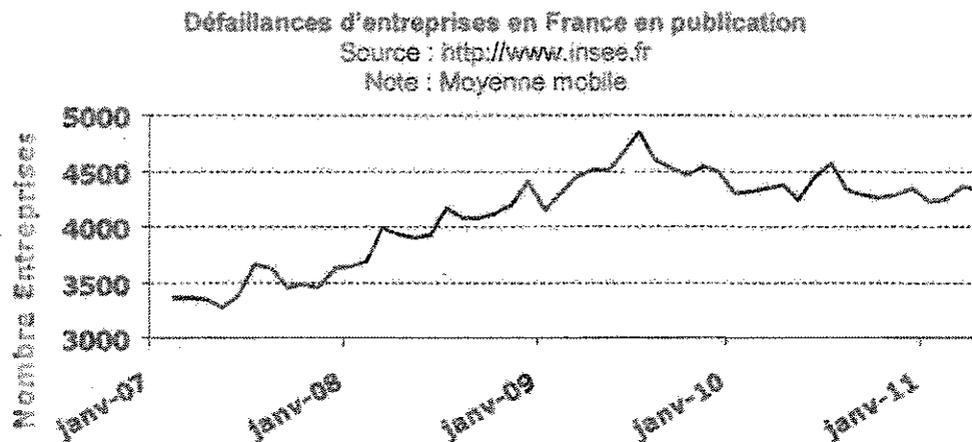


- Le marché de l'assurance-vie enregistre une forte baisse de la collecte nette depuis janvier 2011. Le niveau de collecte est inférieur de 50% sur les 5 premiers mois 2011 par rapport à la même période 2010.

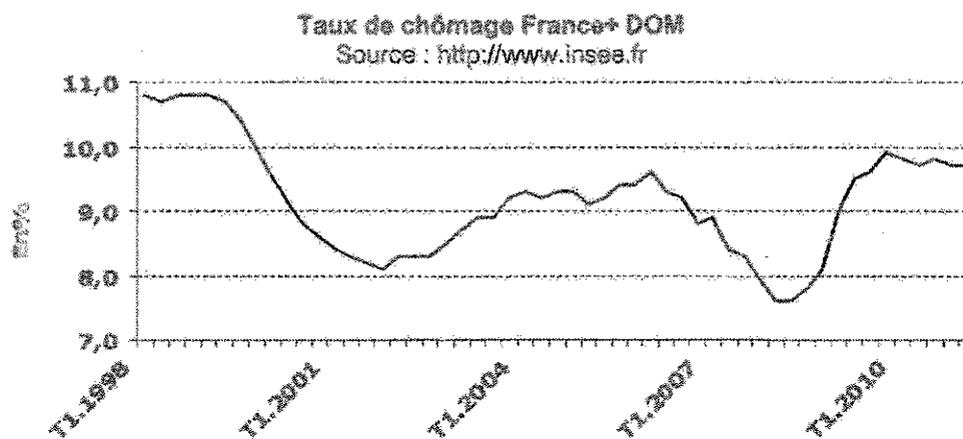


## Conjoncture économique (France)

- Les défaillances d'entreprises sur l'ensemble du semestre sont stables, à un niveau qui reste élevé



- Le taux de chômage est stable par rapport au deuxième semestre 2010 à 9,7% (9,2% en France métropolitaine)

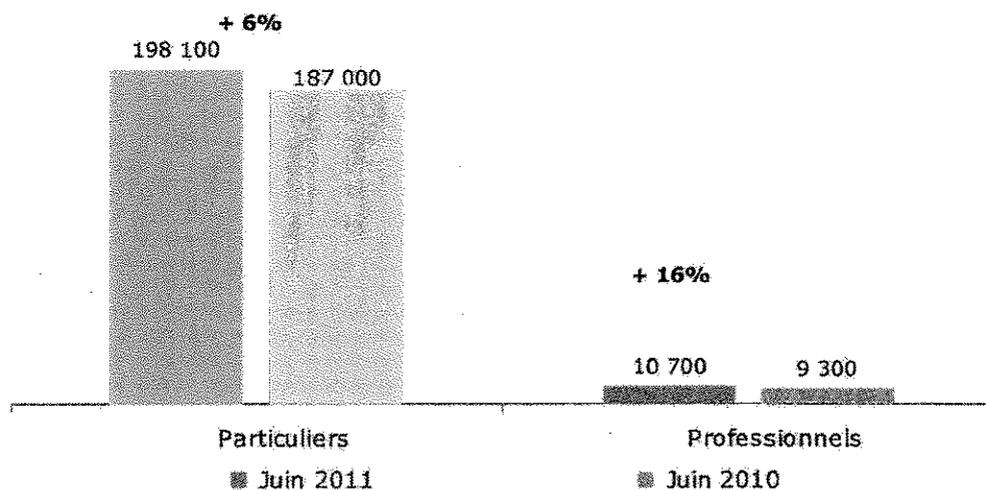


### 3- Activité du Groupe au cours du premier semestre

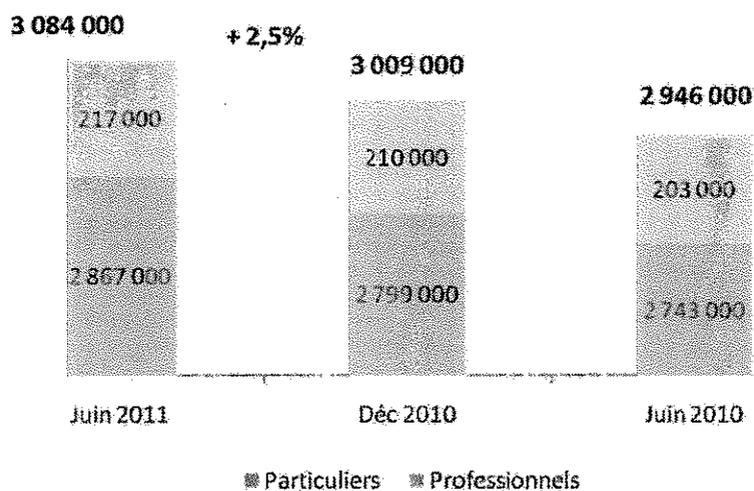
#### Clients :

- Une conquête clients en progression de 6% par rapport à 2010.
- Un portefeuille qui s'accroît de 75 000 clients (+2,5%).

#### Conquête brute de clients



#### Evolution du portefeuille clients (1)



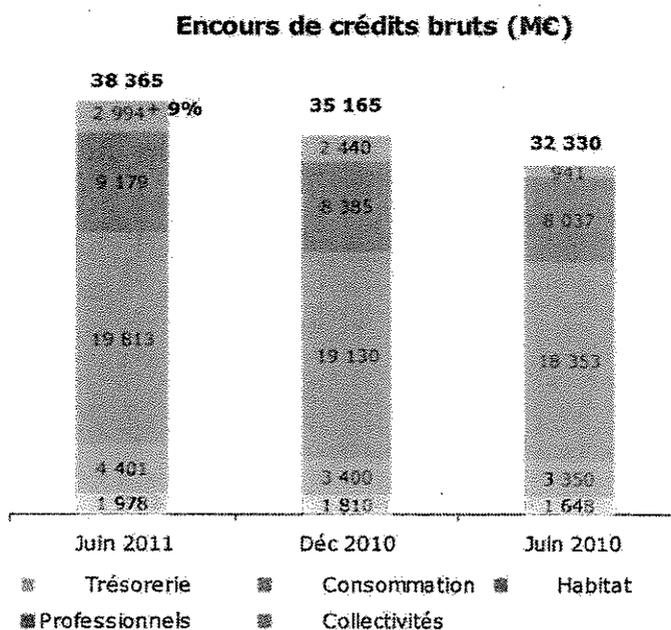
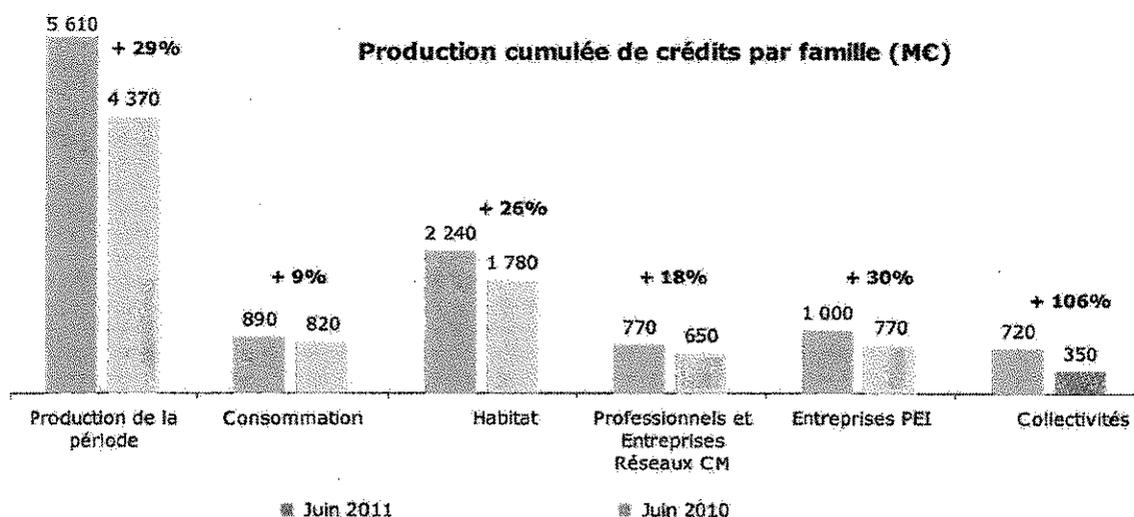
(1) Portefeuille décembre 2010 avec intégration des clients CFCAL et des effets d'opérations qualité sur les comptes inactifs.

## Crédits

Une production de crédits en forte hausse (+1,2 milliards d'euros par rapport à juin 2010).

- Particuliers :
  - Consommation: une évolution positive (+9% à fin juin),
  - Habitat: la production 2011 poursuit la tendance haussière de 2010 avec une augmentation de 460 millions d'euros par rapport à juin 2010.
- Professionnels et Entreprises :
  - Caisses de Crédit Mutuel : une production en hausse de 18% par rapport au premier semestre 2010,
  - Pôle Entreprises et Institutionnels : une progression de la production de crédits aux Entreprises de 30% à fin juin par rapport à fin juin 2010.
- Institutionnels :
  - Le niveau de production a été doublé entre le premier semestre 2011 et le premier semestre 2010 pour atteindre 720 millions d'euros.

Des encours en progression de 9% par rapport à décembre 2010, à 38,4 milliards d'euros.



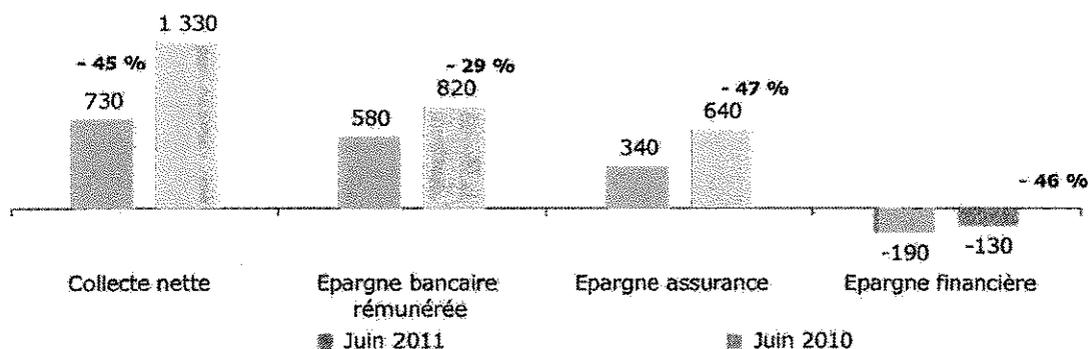
## Epargne

Une collecte nette d'épargne en retrait de 45% par rapport à 2010.

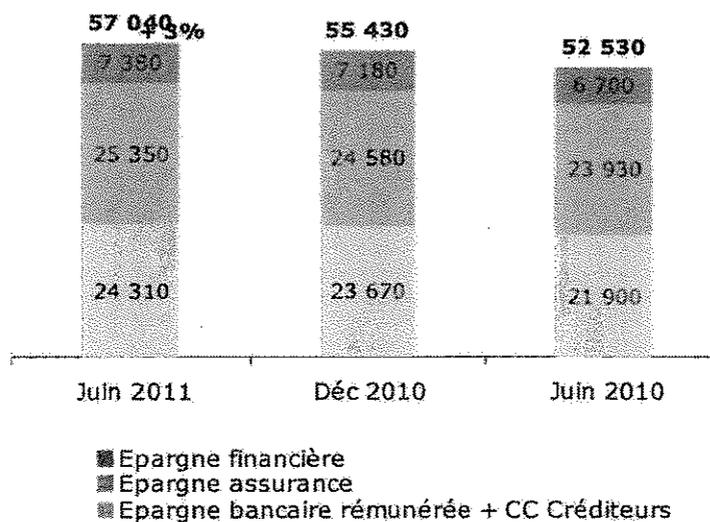
- La collecte en épargne bancaire rémunérée baisse de 29% après un premier semestre 2010 marqué par la mise en place du livret Fortuneo,
- La collecte en épargne assurance diminue de 47% à l'instar de la tendance enregistrée sur le marché.

Un encours total en progression de 3% par rapport à décembre 2010

### Collecte nette d'épargne par famille (M€)



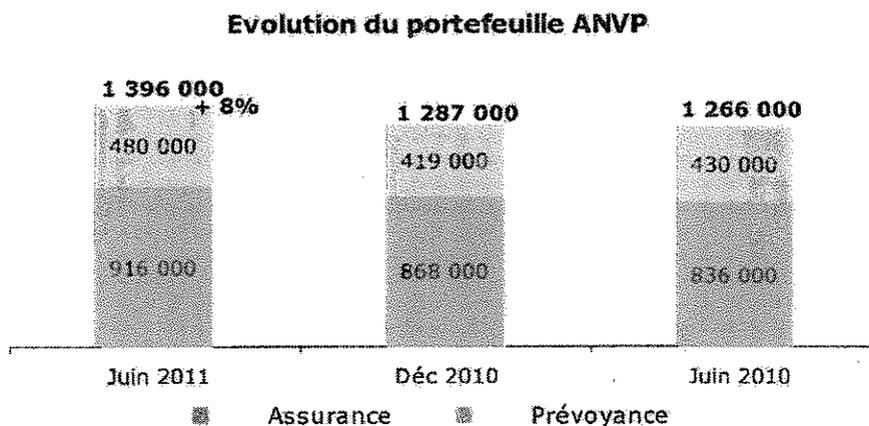
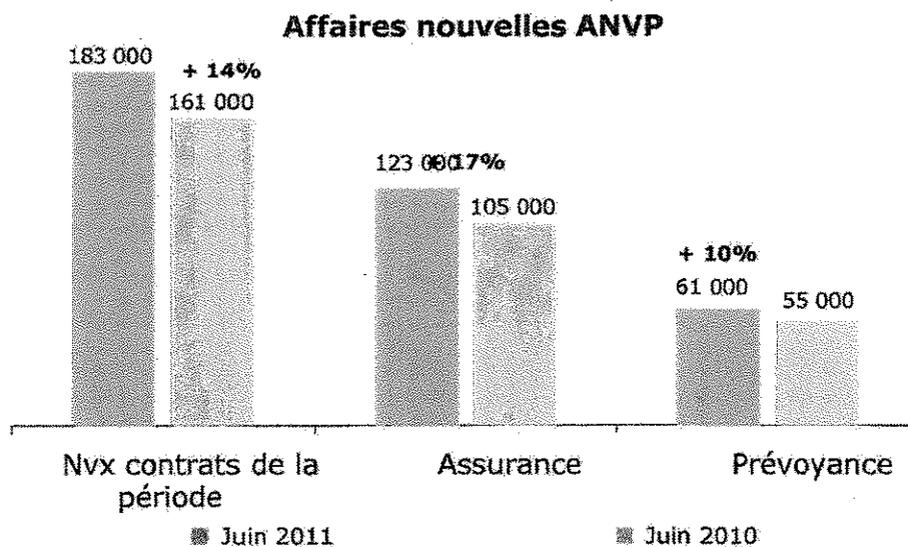
### Encours d' Epargne (M€)



## Assurance Non Vie et Prévoyance (ANVP)

Les affaires nouvelles sont en progression de 14%, un contrat sur quatre est apporté par les réseaux externes.

Le portefeuille est en hausse de 8% par rapport à fin décembre 2010.



#### 4- Bilan au 30/06/2011

Un bilan qui progresse de 0,5 milliards d'euros en un semestre à 79,3 milliards d'euros.

##### ACTIF (Md€)

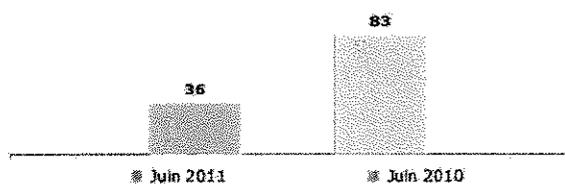
30/06/2011		Variations	31/12/2010	
<b>Prêts à la clientèle</b>	<b>37,8</b>	1,9	<b>Prêts à la clientèle</b>	<b>35,9</b>
- Encours nets de crédits	37,1	1,8	- Encours nets de crédits	35,3
- Autres	0,7	0,1	- Autres	0,6
<b>Reversements</b>	<b>5,5</b>	-	<b>Reversements</b>	<b>5,5</b>
<b>Prêts aux banques</b>	<b>2,5</b>	0,6	<b>Prêts aux banques</b>	<b>1,8</b>
<b>Actifs d'assurance</b>	<b>27,2</b>	1,4	<b>Actifs d'assurance</b>	<b>28,6</b>
<i>dont pensions</i>	<i>1,1</i>		<i>dont pensions</i>	<i>2,8</i>
- Actif propre	1,1		- Actif propre	1,2
- Actif général	21,4		- Actif général	22,8
- Actif UC	4,6		- Actif UC	4,6
<b>Actifs financiers</b>	<b>2,9</b>	0,4	<b>Actifs financiers</b>	<b>3,2</b>
<b>Immobilisations</b>	<b>1,4</b>	-	<b>Immobilisations</b>	<b>1,4</b>
<b>Autres actifs</b>	<b>2,0</b>	0,3	<b>Autres actifs</b>	<b>2,3</b>
<b>TOTAL:</b>	<b>79,3</b>	0,5	<b>TOTAL:</b>	<b>78,8</b>

## PASSIF

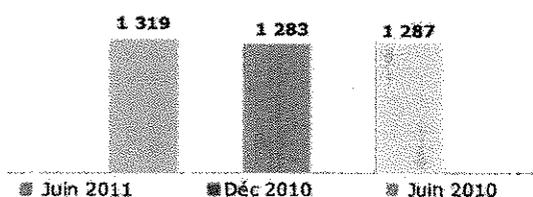
30/06/2011		Variations	31/12/2010	
Dépôts clientèle	24,7	1,0	Dépôts clientèle	23,7
Ressources EMTN	10,7	1,3	Ressources EMTN	9,5
Ressources TCN	7,2	0,3	Ressources TCN	6,8
Emprunts bancaires	3,4	-2,2	Emprunts bancaires	5,6
<i>dont pensions assurances</i>	<i>1,1</i>	<i>-1,7</i>	<i>dont pensions assurances</i>	<i>2,8</i>
Provisions d'assurance	26,1	0,5	Provisions d'assurance	25,6
Dettes subordonnées	0,9	-0,3	Dettes subordonnées	1,2
Capitaux propres	3,9	0,15	Capitaux propres	3,8
Autres passifs	2,3	-0,3	Autres passifs	2,6
<b>TOTAL:</b>	<b>79,3</b>	<b>0,5</b>	<b>TOTAL:</b>	<b>78,8</b>

Une souscription nette de parts sociales de +36 millions d'euros, en lien avec le lancement réussi de la « nouvelle part B » début juin.

Souscriptions nettes de parts sociales (MC)



Encours de parts sociales (MC)



## 5- Résultats consolidés au 30/06/2011

Un résultat net part du Groupe de 158 millions d'euros, en légère diminution par rapport à 2010.

Un résultat d'exploitation stable à 210 millions d'euros :

- Un PNBA semestriel à son plus haut historique, en progression de 9,3% à 858 millions d'euros (+5,4% à périmètre constant),
- Une augmentation des frais de gestion de 13,3% (+8,7% à périmètre constant),
- Un coût du risque en hausse de 6,2% à 42 millions d'euros (- 13% à périmètre constant).

### Compte de résultat Groupe

MC	SI 2011		SI 2010		Var. SI 2011 / SI 2010	
					absolue	%
<b>Produit Net BancAssurance</b>	<b>858</b>	<b>785</b>	<b>73</b>	<b>9,3%</b>		
Frais de gestion	- 606	- 535	- 71	13,3%		
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>252</b>	<b>250</b>	<b>2</b>	<b>0,9%</b>		
Coût du risque	- 42	- 40	- 2	6,2%		
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>210</b>	<b>210</b>	<b>0</b>	<b>-0,1%</b>		
Impôts sur les bénéfices	- 46	- 44	- 2	4,0%		
<b>Résultat net (part du Groupe)</b>	<b>158</b>	<b>162</b>	<b>- 4</b>	<b>-2,5%</b>		
<b>Résultat global *</b>	<b>183</b>	<b>166</b>	<b>17</b>	<b>10,0%</b>		
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>70,6%</b>	<b>68,1%</b>				
<b>Taux d'IS</b>	<b>21,6%</b>	<b>20,7%</b>				
<b>ROE</b>	<b>8,8%</b>	<b>9,9%</b>				

\*Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

## 5.1- PNBA

Une évolution positive du PNBA sur la période : + 73 millions d'euros.

MC	S1 2011	S1 2010	Var. S1 2011 / S1 2010	
			absolue	%
<b>Marge financière</b>	<b>361</b>	<b>335</b>	<b>26</b>	<b>7,8%</b>
Secteur Banque	336	313	23	7,2%
Secteur Assurance et gestion d'actifs	25	22	4	16,7%
<b>Commissions</b>	<b>203</b>	<b>178</b>	<b>25</b>	<b>14,0%</b>
Secteur Banque	277	251	26	10,5%
Secteur Assurance et gestion d'actifs	75	73	2	2,2%
<b>Autres Produits et Charges</b>	<b>294</b>	<b>272</b>	<b>22</b>	<b>8,1%</b>
Secteur Banque	66	52	14	26,1%
Secteur Assurance et gestion d'actifs	228	220	8	3,8%
<b>Produit Net Bancassurance (PNBA)</b>	<b>858</b>	<b>785</b>	<b>73</b>	<b>9%</b>

A périmètre constant, et hors éléments exceptionnels 2010, une progression de 42 millions d'euros (+5,4%).

- Une marge financière dont la progression est limitée à 2 millions d'euros, pénalisée par l'impact défavorable de taux supérieurs sur le premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010,
- Une forte augmentation des commissions reçues en lien avec les performances commerciales du semestre (+ 23 millions d'euros),
- Une hausse de + 17 millions d'euros des autres produits et charges liée notamment à la progression des revenus des activités d'assurance.

## 5.2- Frais de gestion

Une progression des frais de gestion sur la période de 71 millions d'euros.

MC	S1 2011	S1 2010	Var. S1 2011 / S1 2010	
			absolue	%
<b>Frais de personnel</b>	<b>331</b>	<b>296</b>	<b>35</b>	<b>11,8%</b>
Secteur Banque	308	274	34	12,4%
Secteur Assurances et Gestion d'actifs	23	23	1	4,0%
<b>Autres charges</b>	<b>227</b>	<b>197</b>	<b>31</b>	<b>15,6%</b>
Secteur Banque	193	162	31	19,0%
Secteur Assurances et Gestion d'actifs	34	34	0	-0,4%
<b>Dotations</b>	<b>47</b>	<b>42</b>	<b>5</b>	<b>13,0%</b>
Secteur Banque	44	39	5	13,7%
Secteur Assurances et Gestion d'actifs	3	3	0	3,0%
<b>Total Frais de gestion</b>	<b>606</b>	<b>535</b>	<b>71</b>	<b>13,3%</b>
Secteur Banque	545	475	70	14,8%
Secteur Assurances et Gestion d'actifs	61	60	1	1,5%

À périmètre constant, une augmentation de 47 millions d'euros (+8,7%) :

- Des frais de personnels qui progressent de 15 millions d'euros principalement sous l'effet de la croissance des effectifs,
- Des autres charges et dotations aux amortissements en hausse de 32 millions d'euros, en lien avec l'augmentation des projets et investissements technologiques réalisés par le Groupe.

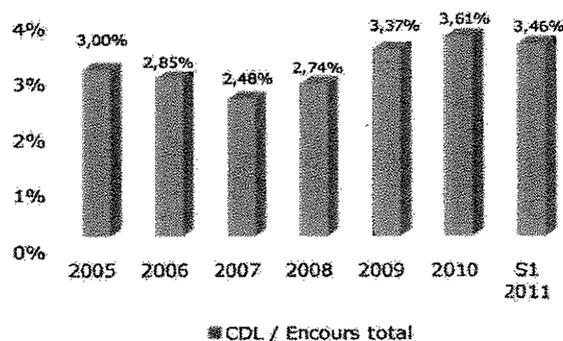
### 5.3- Coût du risque

Hausse du coût du risque de 6,2% à 42 millions d'euros liée à la contribution au programme de soutien à la Grèce (impact sur le coût du risque des dépréciations d'obligations : - 2 millions d'euros).

MC	S1 2011		S1 2010		Jan. 61 2011 / S1 2010	
	absolu	%	absolu	%	absolu	%
Coût du risque Crédit	-	41	-	46	5	-10,1%
dont provisions collectives	-	9	-	8	1	12,0%
Coût du risque Marché	-	0	-	7	- 7	NS
<b>Coût du risque</b>	-	<b>42</b>	-	<b>40</b>	- 2	<b>6,2%</b>

A périmètre constant et hors éléments exceptionnels 2010, une baisse du coût du risque de 6 millions d'euros (- 13%).

Un poids des créances douteuses et litigieuses (hors intérêts) <sup>2</sup> en retrait à 3,46% par rapport à fin 2010 (3,61%).



Une progression du taux global de provisionnement à 49,1%, principalement sur la clientèle entreprises.

Taux de provisionnement des CDL par marché	juin 2011	dec 2010
Particuliers	40,4%	41,3%
Entreprises	55,1%	53,2%
Agriculture	53,4%	55,1%
<b>Total</b>	<b>49,1%</b>	<b>48,7%</b>

<sup>2</sup> Données CFCAL intégrées à compter de décembre 2010

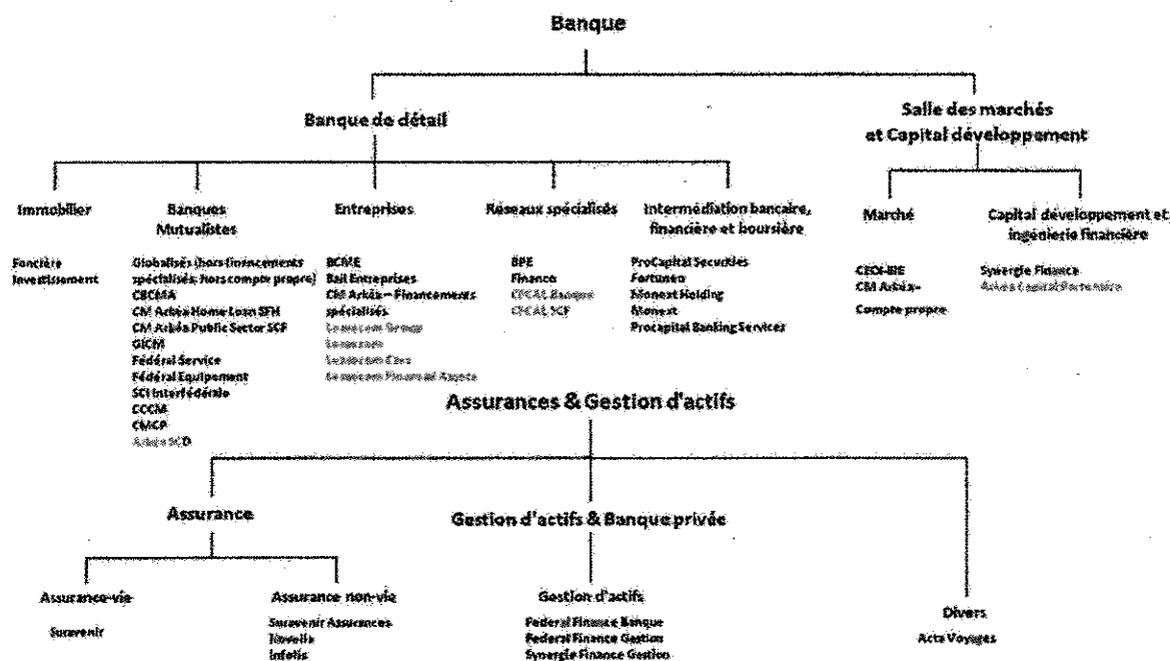
## Annexes

### Évolution du périmètre de consolidation Groupe (pourcentage de contrôle) :

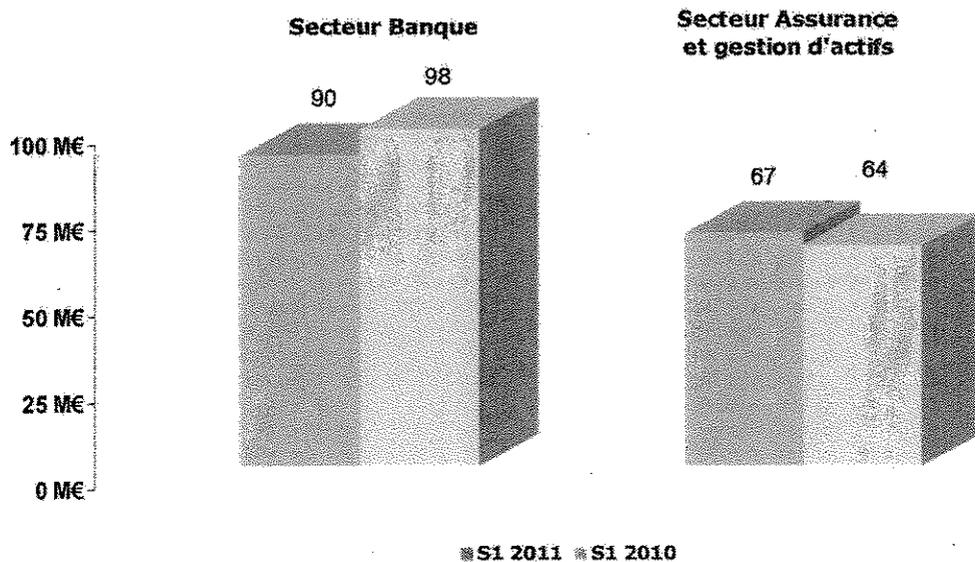
%	S1 2011	S1 2010
CM Arkéa Public Sector SCF	100,0%	
CBCMA	92,6%	92,4%
CFCAL Banque	91,0%	
CFCAL SCF	100,0%	
Caméfi-Banque		100,0%
Bail Entreprises	100,0%	92,0%
Leasecom Group	95,0%	
Leasecom Financial Assets	100,0%	
Leasecom	100,0%	
Leasecom Car	100,0%	
Sobrepar		100,0%
Sodelem		26,9%
Fédéral Service	96,2%	96,0%
Arkéa SCD	100,0%	
Arkéa Capital Partenaire	100,0%	

Nota : transformation de Crédit Mutuel Arkéa Covered Bonds en Crédit Mutuel Arkéa Home Loans SFH le 9 mai 2011.

Découpage sectoriel :



Apports en résultat par secteur (en millions d'euros) :



## 2. Etats financiers semestriels consolidés au 30 juin 2011



### Comptes consolidés 30 juin 2011

Bilan (en milliers d'euros)

Actif	Notes	30.06.2011	31.12.2010
		IFRS	IFRS
Caisse, banques centrales	1	1 372 385	518 706
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2	7 240 412	7 075 152
Instruments dérivés de couverture	3	219 915	281 499
Actifs financiers disponibles à la vente	4	22 480 761	24 368 356
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1	6 611 926	6 816 191
Prêts et créances sur la clientèle	5	37 772 537	35 901 678
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		79 595	135 749
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		340 494	357 047
Actifs d'impôts courants		226 642	192 562
Actifs d'impôts différés		259 775	298 537
Comptes de régularisation et actifs divers		1 126 677	1 273 889
Actifs non courants destinés à être cédés		0	0
Participation aux bénéfices différée		0	0
Participations dans les entreprises mises en équivalence		105 483	101 983
Immeubles de placement		450 644	447 417
Immobilisations corporelles		274 867	268 304
Immobilisations incorporelles		298 069	298 102
Ecarts d'acquisition	6	411 599	411 599
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>79 271 781</b>	<b>78 746 751</b>

Passif	Notes	30.06.2011	31.12.2010
		IFRS	IFRS
Banques centrales	7	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	8	278 114	408 263
Instruments dérivés de couverture	3	257 760	282 541
Dettes envers les établissements de crédit	7	3 370 596	5 555 844
Dettes envers la clientèle	9	24 896 532	23 657 255
Dettes représentées par un titre	10	17 891 680	16 300 506
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		40 229	63 303
Passifs d'impôts courants		46 805	68 660
Passifs d'impôts différés		26 628	38 821
Comptes de régularisation et passifs divers		1 440 180	1 535 978
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		0	0
Provisions techniques des contrats d'assurance	11	26 152 106	25 640 460
Provisions	12	224 499	216 407
Dettes subordonnées		912 807	1 201 770
<b>Capitaux propres totaux</b>		<b>3 933 845</b>	<b>3 776 953</b>
Capitaux propres part du Groupe		3 785 634	3 603 861
Capital et réserves liées		1 323 948	1 287 950
Réserves consolidées		2 331 794	2 095 353
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-27 744	-52 766
Résultat de l'exercice		157 636	273 324
Intérêts minoritaires		148 211	173 092
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>79 271 781</b>	<b>78 746 751</b>

## Comptes consolidés 30 juin 2011

Compte de résultat (en milliers d'euros)

	Notes	30.06.2011 IFRS	30.06.2010 IFRS
Intérêts et produits assimilés	13	1 043 036	952 936
Intérêts et charges assimilées	13	-701 376	-608 843
Commissions (produits)	14	260 068	228 728
Commissions (charges)	14	-57 506	-50 965
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	15	12 157	-4 617
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	16	14 933	5 536
Produits des autres activités	17	2 207 441	2 390 722
Charges des autres activités	17	-1 921 096	-2 129 145
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>857 657</b>	<b>784 550</b>
Charges générales d'exploitation	18	-558 524	-492 960
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-46 994	-41 588
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>252 139</b>	<b>250 002</b>
Coût du risque	19	-41 975	-39 539
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>210 164</b>	<b>210 463</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		3 246	3 560
Gains ou pertes sur autres actifs		267	505
Variation de valeur des écarts d'acquisition		0	0
<b>RESULTAT AVANT IMPÔTS</b>		<b>213 667</b>	<b>214 528</b>
Impôts sur les bénéfices	20	-46 199	-44 413
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		0	0
<b>RESULTAT NET</b>		<b>167 468</b>	<b>170 115</b>
dont Intérêts minoritaires		9 832	8 353
<b>RESULTAT NET (PART DU GROUPE)</b>		<b>157 636</b>	<b>161 762</b>

### Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (en milliers d'euros)

	Notes	30.06.2011 IFRS	30.06.2010 IFRS
<b>Résultat net</b>		<b>167 468</b>	<b>170 115</b>
Ecarts de conversion		0	0
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		14 921	6 992
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		7 415	-10 965
Réévaluation des immobilisations		0	0
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies		NA	NA
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE		610	4 092
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>22 946</b>	<b>119</b>
<b>RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITALS PROPRES</b>		<b>190 414</b>	<b>170 234</b>
		dont part du Groupe	166 060
		dont part des intérêts minoritaires	4 174

**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en milliers d'euros)**

	Capital	Réserves consolidées et liées au capital	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat de l'exercice	Capitaux propres part du Groupe	Part des minoritaires	Capitaux propres consolidés
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2009</b>	1 203 586	2 022 319	-72 685	164 106	3 307 326	199 729	3 507 055
Augmentation de capital	79 458				79 458		79 458
Elimination des titres auto détenus					0		0
Emission d'actions de préférence					0		0
Composantes capitaux propres des instruments hybrides					0		0
Composantes capitaux propres dont le paiement est fondé sur des actions		154 106		-154 106	0		0
Affectation du résultat 2009		-34 254			-34 254		-39 722
Distributeur 2010 au titre du résultat 2009							
<b>Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</b>	1 283 044	2 142 171	-72 685	0	3 352 530	194 261	3 546 791
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			19 919		19 919	-6 885	13 034
<b>Résultat 2010</b>				273 324	273 324	19 458	292 782
<b>Sous-total</b>	1 283 044	2 142 171	-52 766	273 324	3 645 773	206 834	3 852 607
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires		-26 377			-26 377	-33 209	-59 585
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises MEE		91			91	0	91
Changement de méthodes comptables		-270			-270	0	-270
Autres variations		-15 356			-15 356	-534	-15 890
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2010</b>	1 283 044	2 100 259	-52 766	273 324	3 603 861	173 092	3 776 953
Augmentation de capital	35 998				35 998		35 998
Elimination des titres auto détenus					0		0
Emission d'actions de préférence					0		0
Composantes capitaux propres des instruments hybrides					0		0
Composantes capitaux propres dont le paiement est fondé sur des actions		273 324			0		0
Affectation du résultat 2010		-92 110		-273 324	0		0
Distributeur 2011 au titre du résultat 2010							
<b>Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</b>	1 319 042	2 341 473	-52 766	0	3 607 749	166 317	3 774 066
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			25 022		25 022	-2 075	22 947
<b>Résultat 2011/06</b>				157 636	157 636	9 832	167 468
<b>Sous-total</b>	1 319 042	2 341 473	-27 744	157 636	3 790 407	174 074	3 964 481
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires		-1 207			-1 207	-26 139	-27 346
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises MEE		543			543		543
Changement de méthodes comptables		169			169	31	200
Autres variations		-4 278			-4 278	245	-4 033
<b>Capitaux propres au 30 juin 2011</b>	1 319 042	2 336 700	-27 744	157 636	3 785 634	148 211	3 933 845

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE

en milliers d'euros

	30.06.2011	30.06.2010
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles</b>		
Résultat net	167 468	170 115
Impôt	46 199	44 413
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>213 667</b>	<b>214 528</b>
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	45 776	41 559
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0	-4
+/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations	681 161	868 462
+/- Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence	-3 246	-3 560
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-3 723	-3 941
+/- (Produits)/charges des activités de financement	0	0
+/- Autres mouvements	-9 552	-39 193
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b>	<b>710 416</b>	<b>863 323</b>
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-1 992 188	1 607 889
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-957 923	-444 020
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs/passifs financiers	3 072 401	-2 265 601
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs/passifs non financiers	49 822	-68 217
- Impôts versés	-92 644	-5 483
<b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>79 468</b>	<b>-1 175 432</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>	<b>1 003 551</b>	<b>-97 581</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement</b>		
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	15 426	12 847
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-10 894	-7 771
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-53 270	-42 684
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-48 738</b>	<b>-37 608</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement</b>		
+/- Flux de trésorerie provenant/à destination des actionnaires	198 696	52 438
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-300 029	-6 839
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>-101 333</b>	<b>45 599</b>
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>853 480</b>	<b>-89 591</b>
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	1 003 551	-97 581
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-48 738	-37 608
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-101 333	45 599
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>843 278</b>	<b>1 121 707</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>1 696 758</b>	<b>1 032 116</b>
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>853 480</b>	<b>-89 591</b>

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

La notion de trésorerie nette comprend le solde net des comptes de caisse, banques centrales ainsi que le solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions de participations ainsi que ceux liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations.

Les variations de trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les changements liés aux capitaux propres, les dettes subordonnées et obligataires.



## Annexe

### Comptes consolidés 30 juin 2011

#### FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE

---

Au cours du premier semestre 2011, le groupe Crédit Mutuel Arkéa a maintenu une politique prudente de refinancement, en réalisant notamment deux émissions publiques :

- 600 millions d'euros dans le cadre du programme EMTN,
  - 1 milliard d'euros via Crédit Mutuel Arkéa Covered Bonds, transformée depuis en Société de Financement de l'Habitat et dénommée désormais Crédit Mutuel Arkéa Home Loans SFH,
- Le refinancement a également été diversifié grâce à un développement important des placements privés, qui ont permis de lever environ 1 milliard d'euros.

Fort de ses solides fondamentaux, Crédit Mutuel Arkéa concrétise ses objectifs de développement, comme l'illustre la signature par sa filiale ProCapital Banking Services de contrats de prestation de services bancaires en marque blanche.

Par ailleurs, en juillet 2011, le Groupe a augmenté sa participation dans la société de gestion Schelcher Prince Gestion, spécialiste de la gestion obligataire, dont elle détient dorénavant 50,1%.

#### NORMES COMPTABLES APPLIQUEES

---

En application du règlement (CE) n°1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement Européen, les sociétés européennes dont les titres de dettes sont admis à la négociation sur un marché réglementé sont tenues de produire des comptes consolidés selon le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards).

Ces documents de synthèse sont présentés selon la recommandation 2009-R-04 et respectent les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne.

De nouveaux amendements et de nouvelles normes sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 dans les sociétés européennes.

Au 30 juin 2011, le Groupe est concerné par l'amendement portant sur la norme IAS 24 : informations relatives aux parties liées.

L'application de cet amendement n'entraîne pas de modification dans les états financiers intermédiaires du Groupe par rapport au 31 décembre 2010.

Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union européenne lorsque l'application en 2011 n'est qu'optionnelle.

## PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

---

### *Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat*

Les actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat se répartissent entre ceux détenus à des fins de transaction et ceux qui relèvent de cette catégorie sur option. Les instruments financiers dérivés sont considérés par défaut comme des instruments de transaction, sauf à pouvoir être qualifiés comptablement de couverture. Le groupe Crédit Mutuel Arkéa utilise l'option pour la juste valeur au titre des trois cas permis par les IFRS :

- instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés,
- groupe d'actifs ou de passifs évalués et gérés en juste valeur,
- élimination ou réduction significative d'une incohérence de traitement comptable.

Les actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, hors frais d'acquisition et coupons courus inclus. En date d'arrêté, ils sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées dans le compte de résultat de la période dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les dividendes des titres à revenus variables et les plus ou moins values réalisées sur des titres de cette catégorie sont également enregistrés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » du compte de résultat.

Les revenus courus ou acquis des titres à revenu fixe de cette catégorie sont comptabilisés en résultat, dans la rubrique intitulée « intérêts et produits assimilés ». Aucune dépréciation n'est enregistrée sur les actifs à la juste valeur par résultat, le risque de contrepartie étant intégré dans la valeur de marché.

### Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride qui, séparé de son contrat hôte, répond à la définition d'un dérivé. Il a notamment pour effet de faire varier certains flux de trésorerie de manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

Ce dérivé est détaché du contrat hôte qui l'abrite pour être comptabilisé séparément en tant qu'instrument dérivé en juste valeur par résultat lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- l'instrument hybride abritant ce dérivé incorporé n'est pas évalué en juste valeur par résultat,
- les caractéristiques économiques du dérivé et ses risques associés ne sont pas considérés comme étroitement liés à ceux du contrat hôte,
- l'évaluation distincte du dérivé incorporé à séparer est suffisamment fiable pour fournir une information pertinente.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

### *Instruments financiers dérivés de couverture – actif et passif*

Pour qualifier un instrument financier de dérivé de couverture, le Groupe établit une documentation formalisée de l'opération de couverture dès la mise en place : stratégie de couverture, désignation de l'instrument ou de la portion d'instrument couvert, nature du risque couvert, désignation de l'instrument de couverture, modalités d'évaluation de l'efficacité de la relation de couverture. Conformément à cette documentation, le Groupe évalue, lors de sa mise en place et au moins semestriellement, l'efficacité de la relation de couverture. Une relation de couverture est considérée comme efficace :

- si le rapport entre la variation de valeur des dérivés de couverture et la variation de valeur des instruments couverts pour le risque couvert est compris entre 80 % et 125 %,
- et si les variations de valeur des dérivés de couverture attendues sur la durée de vie résiduelle de ces dérivés compensent celles attendues sur les instruments couverts pour le risque couvert.

En fonction de la nature du risque couvert, le Groupe désigne l'instrument financier dérivé comme un instrument de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

**Couverture de juste valeur :**

La couverture de juste valeur a pour objet de réduire le risque de variation de juste valeur d'une opération financière. Elle est notamment utilisée pour couvrir le risque de taux des actifs et passifs à taux fixe.

Dans le cas d'opérations de couverture de juste valeur, la variation de juste valeur du dérivé est inscrite en résultat dans le poste « gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », symétriquement à la réévaluation de l'opération couverte. Seule apparaît en résultat l'éventuelle inefficacité de la couverture.

Les instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre d'opérations de macro-couverture ont pour objet de couvrir de façon globale tout ou partie du risque structurel de taux issu principalement des activités de la banque de détail. Pour le traitement comptable de ces opérations, le Groupe applique les dispositions prévues par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (dite IAS 39 « carve-out »).

Le traitement comptable des instruments financiers dérivés qualifiés comptablement de macro-couverture de juste valeur est identique à celui des dérivés de couverture de juste valeur. La variation de juste valeur des portefeuilles couverts est enregistrée sur une ligne spécifique du bilan, intitulée « écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux », par la contrepartie du compte de résultat. L'efficacité des couvertures est contrôlée de manière prospective en s'assurant que les dérivés lors de leur mise en place réduisent le risque de taux du portefeuille couvert. De manière rétrospective, les couvertures doivent être déqualifiées lorsque les sous-jacents qui leurs sont associés deviennent insuffisants.

**Couverture de flux de trésorerie :**

La couverture de flux de trésorerie a pour objet de réduire le risque lié à la variation des flux de trésorerie futurs des instruments financiers. Elle est notamment utilisée pour couvrir le risque de taux des actifs et passifs à taux révisables.

Dans le cas d'opérations de couverture de flux de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur du dérivé est inscrite dans une ligne spécifique des capitaux propres (« gains ou pertes latents ou différés »), tandis que la partie inefficace est constatée dans le compte de résultat dans le poste « gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ». Tant que la couverture est efficace, les montants inscrits en capitaux propres sont transférés en résultat, en « produits et charges d'intérêts » au même rythme que les flux de l'instrument couvert affectent le résultat. En cas d'interruption de la relation de couverture ou si elle devient inefficace, la comptabilité de couverture cesse. Les montants cumulés inscrits en capitaux propres au titre de la réévaluation du dérivé de couverture sont transférés dans le compte de résultat en « produits et charges d'intérêts » au moment où la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas. La couverture d'investissements nets en devises n'est pas utilisée par le Groupe.

***Actifs financiers disponibles à la vente***

La catégorie des actifs financiers disponibles à la vente (AFS) est définie par la norme IAS 39 comme une catégorie résiduelle contenant les titres à revenu fixe et à revenu variable qui ne relèvent ni des actifs financiers à la juste valeur par résultat, ni des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, ni des prêts.

Les titres disponibles à la vente sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur, à savoir leur prix d'acquisition, frais d'acquisition - s'ils sont significatifs - et coupons courus inclus. En date d'arrêté, ces titres sont évalués à leur juste valeur, la contrepartie des variations de valeur étant enregistrée sur une rubrique spécifique des capitaux propres (« gains ou pertes latents ou différés »).

Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont constatés en compte de résultat qu'en cas de cession ou de dépréciation durable.

Les revenus courus ou acquis des titres à revenu fixe sont comptabilisés en résultat, dans la rubrique intitulée « intérêts et produits assimilés » selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs à l'encours net d'origine. Les dividendes reçus des titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique « gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».

#### Dépréciation des titres

Une dépréciation est constatée en cas de signes objectifs de dépréciation des titres. Elle est matérialisée par une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou par l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non-recouvrement pour les titres de dettes.

Pour les titres de capitaux propres, le Groupe utilise un critère de nature quantitative pour identifier les baisses significatives ou durables : une dévalorisation du titre d'au moins 50% par rapport à son coût d'acquisition ou sur une période de plus de 24 mois consécutifs entraîne une dépréciation. L'analyse est effectuée ligne à ligne. L'exercice du jugement intervient également pour les titres ne remplissant pas les critères ci-dessus mais pour lesquels la Direction estime que la recouvrabilité du montant investi ne peut raisonnablement être attendue dans un avenir proche. La perte est constatée en résultat dans la rubrique « gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».

Pour les titres de dettes, la dépréciation est enregistrée au sein de la rubrique « coût du risque » et peut être reprise en compte de résultat lorsque la valeur de marché du titre s'est appréciée du fait d'une cause objective intervenue postérieurement à la dernière dépréciation.

### **Détermination de la juste valeur**

Les actifs et passifs financiers de la catégorie « juste valeur par résultat » et les « actifs financiers disponibles à la vente » sont évalués et comptabilisés à la juste valeur, à la date de première comptabilisation, comme en date d'évaluation ultérieure.

La juste valeur est définie comme le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale. A l'initiation, la juste valeur est normalement le prix payé ou perçu.

Lors des évaluations ultérieures, la juste valeur est déterminée prioritairement en fonction de prix cotés lorsque l'instrument est coté sur un marché actif.

En l'absence d'une telle cotation, la valeur est déterminée par l'application de techniques de valorisation utilisant des données de marché « observables ». Les modèles d'évaluation sont basés sur des techniques de valorisation couramment utilisées par les intervenants sur le marché telles que l'actualisation des flux futurs pour les swaps ou le modèle Black & Scholes pour les produits optionnels.

Les actions et OPCVM cotés sont valorisés à leur cours de bourse à la date de clôture. Les titres de participation non cotés officiellement font l'objet d'une évaluation interne ou transmise par la Confédération Nationale du Crédit Mutuel en cas de participation commune avec d'autres entités du Groupe Crédit Mutuel. Les méthodes employées sont principalement l'actif net réévalué ou l'actif net comptable, l'analyse étant effectuée entité par entité.

Les produits complexes (structurés de taux et de crédit, notamment les CDOs) font l'objet d'une double valorisation à partir d'outils dédiés et d'appel à des prestataires spécialisés.

Les méthodes de valorisation utilisant des données de marché non observables sont utilisées dans les 3 cas suivants :

- l'activité de capital-développement,
- les participations communes avec d'autres entités du Groupe Crédit Mutuel,
- des titres souverains grecs.

La valorisation issue des modèles est ajustée afin de tenir compte du risque de liquidité : à partir des valorisations produites sur la base d'un cours médian de marché, un ajustement de cours permet de valoriser la position nette de chaque instrument financier au cours acheteur pour les positions vendeuses ou au cours vendeur pour les positions acheteuses.

Le day-one profit, c'est-à-dire l'écart entre le prix de transaction et la valorisation de l'instrument au moyen de techniques de valorisation, est considéré comme nul : le prix des transactions réalisées par le Groupe pour son compte propre correspond à leur juste valeur. Les opérations réalisées pour le compte de la clientèle donnent lieu à une prime comptabilisée en compte de résultat à la mise en place.

### **Détermination de la juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés selon cette méthode au bilan**

Les prêts et créances sur la clientèle ainsi que les dettes envers la clientèle sont valorisés selon 2 méthodes :

- la juste valeur des éléments à taux fixe tels que les prêts à taux fixe et les dépôts est déterminée comme l'actualisation des flux futurs attendus ;
- la juste valeur des éléments à taux variable (crédits à taux révisables) d'une durée supérieure à 1 an est établie sur le modèle Black & Scholes.

La valorisation des autres éléments dits de marché est réalisée selon 3 méthodes :

- les actifs financiers cotés détenus jusqu'à l'échéance sont valorisés sur la base de cotations Reuters mises à jour quotidiennement ;
- la valeur de marché des prêts, emprunts, dettes représentées par un titre et dettes subordonnées classiques à taux fixe est donnée par l'actualisation des flux futurs ;
- la valeur de marché des prêts, emprunts, dettes représentées par un titre et dettes subordonnées classiques à taux variable est donnée par l'actualisation des flux futurs avec calcul d'un taux forward.

Le coût de signature du Groupe est pris en compte dans la courbe des taux retenue pour la valorisation des dettes représentées par un titre et dettes subordonnées.

Pour les créances et dettes à court terme (durée inférieure à 1 an), on estime que leur juste valeur est équivalente à leur valeur nominale.

### ***Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance***

Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance comprennent essentiellement des titres à revenu fixe ou déterminable, à échéance fixe, que le Groupe a l'intention et les moyens de détenir jusqu'à leur échéance. Ils sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition - s'ils sont significatifs - et coupons courus inclus. En date d'arrêté, ils sont valorisés selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif et peuvent faire l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation.

### ***Exposition au risque souverain sur les pays ayant fait l'objet d'un plan de soutien de l'Union européenne.***

Lors du sommet européen du 21 juillet 2011, les dirigeants européens ont finalisé les modalités d'un deuxième plan d'aide à la Grèce, initié en juin 2011. Ce plan intègre la contribution volontaire des créanciers privés, dans le cadre d'une offre d'échange des titres dont l'échéance est inférieure à 2020 contre de nouveaux titres dont le capital est garanti, en totalité ou en partie, via des mécanismes de collatéralisation. La valorisation des nouveaux titres a été établie à 79% de leur nominal, sur la base d'un taux de rendement actuariel de 9%.

Constatant l'absence de marché actif pour les titres concernés par le plan d'échange, le groupe Crédit Mutuel Arkéa leur a appliqué une méthodologie d'évaluation de niveau 3 ; par ailleurs, le Groupe entendant souscrire à l'option d'échange, les comptes ont été élaborés sur la base d'une dépréciation de 21% du nominal des obligations détenues sur l'Etat grec et entrant dans l'offre d'échange.

La dépréciation a été enregistrée en produit net bancaire nette de participation aux bénéfices différée pour les obligations mises en représentation des engagements d'assurance et en coût du risque pour les autres titres.

Les titres n'entrant pas dans l'offre d'échange de par leur date d'échéance ont été évalués sur la base du prix coté et n'ont pas été dépréciés compte tenu de l'absence d'évidence objective que le recouvrement des flux de trésorerie futurs associés à ces titres soit compromis.

Le tableau ci-dessous recense les expositions directes du Groupe au titre du risque de crédit souverain sur les trois pays bénéficiant d'un plan de soutien européen : Grèce, Irlande et Portugal. Le Groupe est également exposé de façon indirecte dans le cadre de garanties octroyées à des OPCVM, détenant des obligations sur l'Etat irlandais (à hauteur de 15,2M€) et

sur l'Etat portugais (à hauteur de 20M€). Le Groupe n'est pas exposé par des engagements de hors bilan ou instruments dérivés de crédit concernant ces Etats.

**Exposition aux risques souverains : Grèce, Irlande, Portugal (en millions d'euros)**

Pays / Catégorie comptable	Maturité (1)	Exposition - valeur nominale	Moins valeur latente constatée en capitaux propres (2)	Moins valeur constatée en résultat - coût du risque	Moins valeur constatée en résultat - produit net bancaire (2)
<b>Grèce</b>		<b>99,0</b>	<b>-1,3</b>	<b>-1,9</b>	<b>-0,9</b>
<b>Actifs disponibles à la vente</b>		<b>92,5</b>	<b>-1,3</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,9</b>
	2017	29,5	0,0	0,0	-0,4
	2018	3,0	0,0	-0,6	0,0
	2019	30,0	0,0	0,0	-0,5
	2022	30,0	-1,3	0,0	0,0
<b>Actifs détenus jusqu'à l'échéance</b>		<b>6,5</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,3</b>	<b>0,0</b>
	2014	2,0	0,0	-0,4	0,0
	2016	3,0	0,0	-0,6	0,0
	2017	1,5	0,0	-0,3	0,0
<b>Irlande</b>		<b>409,2</b>	<b>-11,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Actifs disponibles à la vente</b>		<b>409,2</b>	<b>-11,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	2013	2,0	-0,3	0,0	0,0
	2015	98,2	-3,9	0,0	0,0
	2016	5,0	-0,1	0,0	0,0
	2018	141,0	-3,1	0,0	0,0
	2019	34,8	-0,9	0,0	0,0
	2020	108,2	-2,5	0,0	0,0
	2025	20,0	-0,8	0,0	0,0
<b>Portugal</b>		<b>108,0</b>	<b>-2,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Actifs disponibles à la vente</b>		<b>108,0</b>	<b>-2,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	2012	22,0	0,0	0,0	0,0
	2015	38,0	-0,7	0,0	0,0
	2017	15,0	-0,4	0,0	0,0
	2018	27,0	-1,4	0,0	0,0
	2020	6,0	-0,2	0,0	0,0

(1) Les titres dont la maturité est postérieure à 2020 sont exclus du plan d'échange.

(2) La participation aux bénéfices différée est constatée sur les moins valeurs générées sur les titres

**Prêts et créances sur établissements de crédit et sur la clientèle**

Les « prêts et créances » sont des actifs financiers à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Tous les prêts et créances du groupe Crédit Mutuel Arkéa sur les établissements de crédit et sur la clientèle qui ne sont pas destinés à la vente dès leur octroi sont comptabilisés dans la catégorie « prêts et créances ».

Ils sont comptabilisés initialement à leur valeur de marché, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération et les commissions analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt. En date d'arrêté, les prêts et créances sont évalués au coût amorti. Les intérêts, les coûts de transaction et les commissions inclus dans la valeur initiale des crédits sont étalés sur la durée de vie du crédit au prorata du capital restant dû. Ils contribuent ainsi à la formation du résultat sur la durée de vie du prêt.

Les commissions perçues sur des engagements de financement dont la probabilité qu'ils donnent lieu au tirage d'un prêt est faible, ou dont les utilisations sont aléatoires dans le temps et dans leur montant, sont étalées linéairement sur la durée de l'engagement.

#### Dépréciation sur prêts et créances

Une créance est dépréciée si les deux conditions suivantes sont réunies :

- il existe des indices objectifs de dépréciation sur base individuelle ou sur base collective : il s'agit d'événements de pertes qui identifient un risque de contrepartie et qui interviennent après la comptabilisation initiale des prêts concernés ;
- ces événements génèrent des pertes avérées sur le montant des flux de trésorerie futurs estimés des prêts et la mesure de cet impact est fiable.

Les dépréciations sont déterminées par différence entre le coût amorti et la somme actualisée des flux futurs estimés. L'actualisation est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable. En pratique, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés. En conséquence, seules les provisions sur créances contentieuses ont fait l'objet d'une actualisation. Au compte de résultat, les mouvements de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « coût du risque », sauf en ce qui concerne les reprises relatives aux effets de la désactualisation, qui sont portées en « intérêts et produits assimilés ».

On distingue :

- les créances dépréciées sur base individuelle :  
Il s'agit des créances douteuses et contentieuses assorties de dépréciations. Ces dépréciations sont calculées créance par créance sur la base des historiques de recouvrement constatés par catégorie de créances et niveau de garantie.
- les créances dépréciées sur base collective :  
Les créances non dépréciées sur base individuelle sont regroupées selon leur niveau de risque de crédit pour former des ensembles homogènes. La méthodologie de calcul de la dépréciation collective repose en grande partie sur le référentiel de mesure des risques mis en place dans le cadre de la réforme Bâle II. Elle conduit à déprécier les classes de risques correspondant aux probabilités de défaut les plus élevées. Elle tient compte du recalibrage des algorithmes demandé par l'Autorité de contrôle prudentiel dans le cadre de l'homologation Bâle II.

#### Opérations de location financement avec la clientèle

Les opérations de location sont qualifiées d'opérations de location financement lorsqu'elles ont pour effet de transférer au locataire la quasi totalité des risques et avantages liés à la propriété du bien loué. A défaut, elles sont qualifiées de location simple.

Les opérations de location financement sont enregistrées au bilan pour un montant correspondant à la valeur actualisée au taux d'intérêt implicite du contrat des paiements minimaux à recevoir du locataire augmentés de toute valeur résiduelle non garantie. Les intérêts compris dans les loyers sont enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « intérêts et produits assimilés ».

#### ***Immobilisations corporelles et incorporelles, d'exploitation et de placement***

Conformément aux normes IAS 16, IAS 38 et IAS 40, une immobilisation d'exploitation ou de placement est comptabilisée en tant qu'actif si :

- il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise et
- le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Conformément à la norme IAS 40, les biens immobiliers du Groupe sont classés en « immobilisations de placement » s'ils sont détenus avant tout pour en retirer des loyers ou valoriser le capital. Les biens immobiliers détenus principalement pour être occupés par le Groupe à des fins administratives ou commerciales sont classés en « immobilisations d'exploitation ».

Les immobilisations d'exploitation et de placement sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition, augmenté des frais directement attribuables (droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'acte).

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

La méthode appliquée en matière de comptabilisation des logiciels créés en interne est la suivante :

- toutes les dépenses de logiciels ne répondant pas aux conditions d'activation (et notamment les dépenses d'étude préalable et d'analyse fonctionnelle) sont comptabilisées en charges ;
- toutes les dépenses de logiciels survenues après le début du processus de production (analyse détaillée, développement, recettes, documentation) sont immobilisées.

Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques selon un rythme différent de celui de l'immobilisation prise dans son ensemble, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité. Le Groupe applique l'approche par composant pour ses immeubles d'exploitation et de placement. Il a retenu les composants et durées d'amortissement suivants :

Composant	Durée d'amortissement
Terrain	Non amortissable
Gros œuvre	Immeubles de direction et de placement : 50 ans
	Agences : 25 ans
Clos et couverts	25 ans
Lots techniques	20 ans
Agencements	3 à 10 ans

Concernant les autres catégories d'immobilisations, les durées d'amortissement retenues ont été déterminées en fonction des durées d'utilité des biens considérés :

	Durée d'amortissement
Mobilier	10 ans
Matériel électronique	3 à 5 ans
Logiciels créés ou acquis	2 à 5 ans

Le mode d'amortissement pratiqué est linéaire. Pour les immobilisations corporelles et incorporelles, les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique « dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles » ; pour les immeubles de placement, elles figurent en « charges des autres activités ».

Les immobilisations à durée indéfinie ne font pas l'objet d'amortissement mais de tests de dépréciation au moins annuels. Les tests de dépréciation des écarts d'acquisition sont basés sur deux principales méthodes. La méthode de la rentabilité future escomptée (discounted cash flow method – DCF) repose sur des hypothèses relatives aux projections de flux de revenus et de charges sur le fondement de plans à moyen terme, extrapolés à l'infini sur la base de taux de croissance escomptés. Les tests effectués tiennent compte du coût du capital investi sur la base d'un taux sans risque et d'une prime de risque observée propre à chaque type d'activité. La seconde méthode repose sur l'évaluation des actifs nets comptables.

Les plus ou moins-values de cession d'immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés », tandis que celles réalisées sur des immeubles de placement sont classées en « produits ou charges des autres activités ».

### ***Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle***

A l'initiation, les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont comptabilisées à la juste valeur, qui est en règle générale le montant net encaissé à l'origine, diminué des coûts de transaction directement imputables à l'opération quand ils sont significatifs. En date d'arrêté, ces dettes sont évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature à taux de marché. Les plans épargne-logement et comptes épargne-logement font l'objet, si nécessaire, d'une provision. Les intérêts courus ou échus des dettes envers les établissements de crédit et la clientèle alimentent le compte de résultat dans la rubrique intitulée « intérêts et charges assimilées ».

### ***Dettes représentées par un titre***

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par support (bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, emprunts obligataires et assimilés), à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Elles sont comptabilisées initialement à la juste valeur, c'est-à-dire à leur prix d'émission, diminué des coûts de transaction directement imputables à l'opération quand ils sont significatifs. En date d'arrêté, ces dettes sont évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts courus ou échus des dettes représentées par un titre alimentent le compte de résultat dans la rubrique intitulée « intérêts et charges assimilées ».

### ***Provisions techniques des contrats d'assurance***

Les contrats d'assurance-vie et non-vie assurés par le Groupe correspondent tous à la définition des contrats d'assurance ou des contrats d'investissement à participation discrétionnaire au sens de la norme IFRS 4.

En application de cette norme et dans l'attente d'un complément normatif de l'IASB, les provisions techniques sont calculées selon les mêmes méthodes que celles définies par la réglementation française.

Les provisions techniques des contrats d'assurance-vie et d'assurance non-vie couvrent les engagements à l'égard des assurés et des bénéficiaires de contrats d'assurance. Elles sont déterminées brutes de réassurance, la part des réassureurs figurant à l'actif.

Les provisions techniques vie sont principalement constituées de provisions mathématiques, correspondant à la différence entre les valeurs actuelles des engagements respectivement pris par l'assureur et par les assurés, et de provisions pour sinistres à payer.

Les provisions techniques des contrats en unités de compte sont évaluées en date d'arrêté en fonction de la valeur de réalisation des actifs servant de support à ces contrats.

Les provisions techniques non-vie regroupent des provisions pour primes non acquises (quote-part de primes émises se rapportant aux exercices suivants), des provisions pour risques croissants, correspondant à la différence entre les valeurs actuelles des engagements respectivement pris par l'assureur et par les assurés et des provisions pour sinistres à payer. Pour les contrats d'assurance et les contrats d'investissement à participation discrétionnaire, le Groupe utilise l'option pour la « comptabilité miroir ». En conséquence, les écarts de réévaluation des actifs financiers mis en représentation de ces contrats sont, pour la partie revenant aux assurés, enregistrés au bilan sur un poste de participation aux bénéfices différée, présenté au passif ou à l'actif.

### **Provisions**

Les obligations du Groupe pour lesquelles il est probable qu'une sortie de ressource sera nécessaire pour les régler, dont le montant ou l'échéance sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable font l'objet de provisions. Ces provisions couvrent notamment les engagements sociaux, les risques liés à l'épargne-logement, les litiges et les garanties de passif.

#### **Provisions pour engagements sociaux**

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisation définie ou des régimes à prestation définie. Les régimes à cotisation définie ne comportent aucun engagement du Groupe sur le niveau de prestation fournie. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique « frais de personnels ». Les régimes à prestation définie désignent des régimes pour lesquels le Groupe s'est engagé à assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisation définie sont intégralement provisionnés dans la rubrique du bilan « provisions ». Les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail sont également enregistrées à ce même poste.

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques, de taux de rotation des effectifs, d'augmentation des salaires, de taux d'actualisation et d'inflation. En particulier, les calculs réalisés intègrent un taux d'actualisation de 4,10 %, déterminé en référence à l'indice iBoxx non financière AA 10+ eurozone basé sur des obligations privées. Les calculs intègrent également un taux de rotation des effectifs compris entre 0,41 % et 5,92% et un taux de revalorisation des salaires compris entre 3,22 % et 4,77 %. Les engagements sont évalués sur la base des tables de mortalité pour les rentes viagères TGH05 et TGF05.

Les différences générées par des changements d'hypothèses et par des différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. Ces écarts sont constatés immédiatement en compte de résultat de l'exercice, sans étalement sur la durée d'activité résiduelle des salariés.

#### **Provision épargne-logement**

La provision épargne-logement est destinée à couvrir les risques liés à :

- l'engagement d'octroyer des prêts habitat aux souscripteurs des comptes et plans épargne-logement à un taux réglementé potentiellement inférieur aux conditions de marché du moment,
- l'obligation de rémunérer pour une durée indéterminée l'épargne collectée en plans épargne-logement à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat (taux pouvant s'avérer supérieur aux futures conditions de marché).

Cette provision est calculée par génération de plans épargne-logement (les PEL de même taux à l'ouverture constituant une génération) d'une part, et pour l'ensemble des comptes épargne-logement (qui constitue une seule et même génération) d'autre part, sans compensation entre les engagements relatifs à des générations différentes. Les engagements sont établis à partir d'un modèle prenant en compte notamment :

- les observations historiques des comportements des souscripteurs,
- la courbe des taux et une modélisation stochastique de ses évolutions.

Les dotations et reprises de provision sont comptabilisées en résultat dans les rubriques intitulées « intérêts et produits assimilés » et « intérêts et charges assimilées ».

### ***Dettes subordonnées***

Les dettes subordonnées sont des dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, qui se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra en cas de liquidation du débiteur qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés. Elles sont valorisées selon la méthode du coût amorti. Les intérêts courus ou échus des dettes subordonnées alimentent le compte de résultat dans la rubrique intitulée « intérêts et charges assimilées ».

### ***Capitaux propres***

Distinction Dettes - Capitaux propres

Un instrument de dette ou un passif financier se définit comme une obligation contractuelle de remettre des liquidités ou un autre actif financier, ou d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres se définit comme un contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de toutes ses dettes (actif net).

Parts sociales

En application de ces définitions, les parts sociales émises par les Caisses de Crédit Mutuel sont considérées comme des capitaux propres au sens de l'IAS 32 et de l'interprétation IFRIC 2, et traitées comme telles dans les comptes consolidés du Groupe.

## PRINCIPES ET METHODES DE CONSOLIDATION

### PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION

#### *Entité consolidante*

Le périmètre de consolidation inclut toutes les entités significatives sur lesquelles l'entité consolidante exerce un contrôle ou une influence sur la gestion.

L'entité consolidante du groupe Crédit Mutuel Arkéa correspond à l'établissement de crédit Crédit Mutuel Arkéa tel que défini dans l'agrément collectif délivré par l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP). Cet établissement de crédit comprend :

- les Fédérations du Crédit Mutuel de Bretagne, du Crédit Mutuel du Sud-Ouest et du Crédit Mutuel Massif Central,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à ces Fédérations,
- Crédit Mutuel Arkéa.

Les entreprises dont la consolidation ne présente pas un caractère significatif sont exclues du champ de la consolidation. C'est le cas des entreprises dont le total de bilan est inférieur ou égal à 200 millions d'euros et dont la contribution au résultat consolidé ne dépasse pas 1,2 million d'euros.

Les normes IFRS prévoient trois types de contrôle : le contrôle exclusif, le contrôle conjoint et l'influence notable. L'analyse du contrôle de l'entité consolidante ne se limite pas à l'identification des droits de vote qu'elle détient dans les filiales, mais inclut l'analyse économique et juridique des relations qui les lient.

#### *Sociétés intégrées globalement*

Les entreprises sous contrôle exclusif sont intégrées globalement. L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au passif du bilan et au compte de résultat consolidés.

Le contrôle exclusif résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une filiale ;
- soit du pouvoir de diriger la politique financière et opérationnelle de l'entité en vertu d'un contrat ou d'un texte réglementaire ;
- soit du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de réunir la majorité des droits de vote aux réunions de ces organes.

Le contrôle exclusif est présumé dès lors que le Groupe détient, directement ou indirectement, au moins 40 % des droits de vote de cette entreprise et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détient, directement ou indirectement, une fraction supérieure. Cette règle s'applique aux entreprises à caractère financier et aux entreprises dont l'activité se situe dans le prolongement de l'activité bancaire et financière telles que les sociétés d'assurances et les sociétés de promotion immobilière.

#### *Sociétés intégrées proportionnellement*

Les entreprises dans lesquelles le Groupe assure le contrôle conjointement à d'autres actionnaires en nombre limité sont consolidées par intégration proportionnelle. L'intégration proportionnelle consiste à substituer à la valeur des titres dans les comptes de la société

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011

consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans le bilan et le résultat de la société consolidée. Depuis 2009, il n'y a plus de sociétés rentrant dans cette catégorie.

### ***Sociétés mises en équivalence***

Les entreprises sous influence notable et celles sous contrôle exclusif ou conjoint dont l'activité ne se situe pas dans le prolongement de l'activité bancaire et financière sont consolidées par mise en équivalence.

L'influence notable représente le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une entreprise sans en détenir le contrôle. Elle est présumée quand l'entité consolidante dispose directement ou indirectement de 20 % des droits de vote de cette entreprise.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

### ***Principales variations de périmètre***

Au premier semestre 2011, les principaux mouvements ont été les suivants :

- création le 24 mars 2011 de Arkéa SCD, dont l'objet est d'assurer la fourniture de tous types de services administratifs, financiers, juridiques, commerciaux et autres, à toute personne morale appartenant au groupe Crédit Mutuel Arkéa,
- création le 31 mai 2011 de Arkéa Capital Partenaire, spécialisée dans la prise de participations dans les sociétés non cotées en France et plus particulièrement en Bretagne, Auvergne, Aquitaine et sur les territoires d'implantation des filiales du Groupe

Ces deux nouvelles entités sont intégrées globalement.

Les sociétés appartenant au périmètre de consolidation du groupe Crédit Mutuel Arkéa sont présentées en note 23.

## REGLES DE CONSOLIDATION

### *Date de clôture*

Toutes les entreprises consolidées clôturent les comptes au 31 décembre.

### *Élimination des opérations réciproques*

Les créances, les dettes et les engagements réciproques ainsi que les charges et produits réciproques d'importance significative sont éliminés dans leur totalité pour les entreprises intégrées de manière globale. Pour les entreprises intégrées de manière proportionnelle, l'élimination se fait dans la limite du pourcentage d'intégration de l'entreprise contrôlée conjointement.

### *Traitement des acquisitions et des écarts d'acquisition*

Le Groupe applique IFRS 3 révisée pour comptabiliser ses regroupements d'entreprises. Le coût d'acquisition est le total des justes valeurs, à la date du regroupement, des actifs remis, des passifs encourus et des instruments de capitaux propres émis.

IFRS 3 révisée permet la comptabilisation d'un écart d'acquisition total ou partiel, le choix s'effectuant pour chaque regroupement. Dans le premier cas, les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées à la juste valeur (méthode dite du goodwill total) ; dans le second, elles sont basées sur leurs quotes-parts dans les valeurs attribuées aux actifs et passifs de l'acquis (goodwill partiel).

Si l'écart d'acquisition est positif, il est inscrit à l'actif du bilan dans la rubrique « écarts d'acquisition », s'il est négatif, il est comptabilisé immédiatement en résultat, en « variations de valeur des écarts d'acquisition ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et dès l'existence d'indices de pertes de valeur.

Chaque écart d'acquisition est affecté à une unité génératrice de trésorerie devant tirer avantage de l'acquisition. Les dépréciations éventuelles de ces écarts sont déterminées par référence à la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle ils sont attachés. Les unités génératrices de trésorerie sont définies en fonction du mode d'organisation et de gestion du Groupe et tiennent compte du caractère indépendant de ces ensembles.

Dans le cas d'une augmentation de pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur acquisition est comptabilisé en capitaux propres.

### *Crédit-bail, location avec option d'achat et location financement*

Les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat et de location financement sont retraitées de façon à prendre en compte la comptabilité dite financière.

### *Conversion des comptes en devises étrangères*

Le bilan des entités étrangères dont les comptes sont exprimés en devises est converti sur la base du cours de change officiel à la date de clôture. La différence sur le capital, les réserves et le report à nouveau est inscrite dans les capitaux propres, dans le compte « réserves de conversion ». Le compte de résultat est converti sur la base du cours moyen de l'exercice. Les différences de conversion en résultant sont inscrites directement dans le compte « réserves de

conversion ». Cet écart est réintégré en résultat en cas de cession ou de liquidation de tout ou partie de la participation détenue dans l'entité étrangère.

### ***Impositions différées***

Les impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre la valeur fiscale et la valeur comptable des éléments du bilan consolidé. Ils sont calculés selon la méthode du report variable, au taux de l'impôt sur les sociétés connu à la clôture de l'exercice et applicable lors de la réalisation de la différence temporaire.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que s'il est probable que l'entreprise disposera de bénéfices imposables futurs suffisants sur lesquels les différences temporaires pourront être imputées. Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge à l'exception de ceux afférents aux gains ou pertes latents ou différés pour lesquels l'impôt différé est imputé directement sur cette rubrique des capitaux propres. Des impôts différés sont également comptabilisés au titre des pertes fiscales antérieures dès lors qu'il existe des preuves convaincantes quant à la probabilité de recouvrement de ces impôts.

La contribution économique territoriale (CET) étant traitée comme une charge opérationnelle, elle n'entraîne pas la comptabilisation d'impôts différés dans les comptes consolidés.

**NOTES SUR LE BILAN**

En milliers d'euros

**Note 1. Caisse, banques centrales**

**Prêts et créances sur les établissements de crédit**

	30.06.2011	31.12.2010
<b>Caisse, Banques centrales</b>		
Banques centrales	1 252 045	408 319
Caisse	120 340	110 387
<b>TOTAL</b>	<b>1 372 385</b>	<b>518 706</b>
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>		
Comptes réseau Crédit Mutuel	670 520	729 573
Autres comptes ordinaires	240 033	382 290
Prêts	5 639 202	5 612 579
Titres non cotés sur un marché actif	10 000	2 000
Pensions	0	0
Créances dépréciées sur base individuelle	0	0
Créances rattachées	52 171	89 749
Dépréciations	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>6 611 926</b>	<b>6 816 191</b>

**Note 2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat**

	30.06.2011	31.12.2010
Actifs classés en juste valeur sur option	7 086 982	6 935 822
Actifs détenus à des fins de transaction	153 430	139 330
<b>TOTAL</b>	<b>7 240 412</b>	<b>7 075 152</b>

Au 30/06/2011, des OPCVM détenus par le Groupe à plus de 20% ont été reclassés de la catégorie « actifs disponibles à la vente » à la catégorie « actifs à la juste valeur sur option » pour un montant de 16,3 millions d'euros.

**Note 2a. Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option**

	30.06.2011	31.12.2010
Titres	6 963 468	6 768 415
- Effets publics	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe	1 141 997	1 117 840
Cotés	1 108 087	1 078 005
Non cotés	33 910	39 835
- Actions et autres titres à revenu variable	5 821 471	5 650 575
Cotés	5 320 471	5 185 438
Non cotés	501 000	465 137
Autres actifs financiers (1)	123 514	167 407
dont pensions	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>7 086 982</b>	<b>6 935 822</b>

(1) Les autres actifs financiers à la juste valeur sur option sont constitués de prêts et créances sur la clientèle et les établissements de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit sur prêts classés à la juste valeur par résultat sur option s'élève à 122,4 millions d'euros. Ce montant n'est pas couvert par des dérivés de crédit.

**Note 2b. Actifs financiers détenus à des fins de transaction**

	30.06.2011	31.12.2010
Titres	40 841	37 697
- Effets publics	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe	37 862	37 697
. Cotés	37 724	37 571
. Non cotés	138	126
- Actions et autres titres à revenu variable	2 979	0
. Cotés	0	0
. Non cotés	2 979	0
Instruments dérivés de transaction	112 589	101 633
Autres actifs financiers	0	0
dont pensions	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>153 430</b>	<b>139 330</b>

**Note 3. Instruments dérivés de couverture**

	30.06.2011		31.12.2010	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Couverture de flux de trésorerie (CFH)	4 610	58 460	3 983	61 208
Couverture de juste valeur (FVH)	215 305	199 300	277 516	221 333
<b>TOTAL</b>	<b>219 915</b>	<b>257 760</b>	<b>281 499</b>	<b>282 541</b>

Le montant de variation de flux de trésorerie recyclé en résultat est de - 2,2 millions d'euros.

**Note 4. Actifs financiers disponibles à la vente**

	30.06.2011	31.12.2010
<b>Effets publics</b>	<b>16 563</b>	<b>35 551</b>
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>20 028 000</b>	<b>21 920 942</b>
- Cotés	19 303 892	21 124 726
- Non cotés	724 108	796 216
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>	<b>1 741 642</b>	<b>1 728 439</b>
- Cotés	1 384 840	1 417 584
- Non cotés	356 802	310 855
<b>Titres immobilisés</b>	<b>262 264</b>	<b>256 560</b>
- Titres de participation	36 649	36 581
- Autres titres détenus à long terme	143 044	141 589
- Parts dans les entreprises liées	82 571	78 390
- Ecart de conversion	0	0
- Titres prêtés	0	0
<b>Créances rattachées</b>	<b>432 292</b>	<b>426 864</b>
<b>TOTAL</b>	<b>22 480 761</b>	<b>24 368 356</b>
Dont plus ou moins values latentes constatées en capitaux propres	-32 831	-52 705
Dont obligations dépréciées	66 153	13 766
Dont dépréciation	-72 565	-69 000
Dont titres de participation cotés	0	0

Note 5. Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2011	31.12.2010
Créances saines	36 416 345	34 675 215
- Créances commerciales	64 416	77 911
- Autres concours à la clientèle	36 207 985	34 467 767
- crédits à l'habitat	20 080 099	19 287 774
- autres concours et créances diverses dont pensions	16 127 886	15 179 993
- Créances rattachées	143 944	129 537
- Titres non cotés sur un marché actif	0	0
Créances d'assurance et réassurance	132 769	88 544
Créances dépréciées sur base individuelle	1 379 888	1 360 442
<b>Créances brutes</b>	<b>37 929 002</b>	<b>36 124 201</b>
Dépréciations individuelles	-752 348	-740 283
Dépréciations collectives	-84 212	-92 671
<b>Sous-total</b>	<b>37 092 442</b>	<b>35 291 247</b>
Location financement (investissement net)	688 893	619 191
- Mobilier	170 854	120 191
- Immobilier	486 928	467 693
- Créances dépréciées sur base individuelle	31 111	31 307
Dépréciations	-8 798	-8 760
<b>Sous-total</b>	<b>680 095</b>	<b>610 431</b>
<b>TOTAL</b>	<b>37 772 537</b>	<b>35 901 678</b>
dont prêts participatifs	17 939	17 939
dont prêts subordonnés	0	0

Note 6. Ecart d'acquisition

	31.12.2010	Acquisitions	Cessions	Autre	30.06.2011
Ecart d'acquisition brut	411 599	0	0	0	411 599
Dépréciations	0	0	0	0	0
<b>Ecart d'acquisition net</b>	<b>411 599</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>411 599</b>

Répartition par unité génératrice de trésorerie (UGT)

	Sociétés concernées	30.06.2011	31.12.2010
Service aux investisseurs et épargne en ligne	Fortuneo Procapital	229 144	229 144
Assurance Vie	Suravenir	260	260
Assurance Non vie	Suravenir Assurances	10 969	10 969
Prestations de services	Monext Monext Holding	100 250	100 250
Restructuration de crédits et financement associé	CFCAL Banque CFCAL SCF	38 216	38 216
Financement locatif de matériels	Leasecom Group Leasecom Financial Assets Leasecom Car Leasecom	32 723	32 723
Autres UGT		37	37
<b>Ecart d'acquisition net</b>		<b>411 599</b>	<b>411 599</b>

**NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN**

**En milliers d'euros**

**Note 7. Banques centrales**

**Dettes envers les établissements de crédit**

	30.06.2011	31.12.2010
<b>Banques centrales</b>	0	0
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>		
Comptes réseau Crédit Mutuel	53 673	349 074
Autres comptes ordinaires	45 508	129 481
Emprunts	1 678 711	1 723 719
Autres dettes	67 523	73 536
Pensions	1 507 987	3 257 451
Dettes rattachées	17 194	22 583
<b>TOTAL</b>	<b>3 370 596</b>	<b>5 555 844</b>

**Note 8. Passifs financiers à la juste valeur par résultat**

	30.06.2011	31.12.2010
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>152 497</b>	<b>163 457</b>
Instruments dérivés	152 497	163 457
<b>Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat</b>	<b>125 617</b>	<b>244 796</b>
Dettes envers les établissements de crédit	94	359
Dettes envers la clientèle	36 296	59 095
Dettes représentées par un titre	89 227	185 342
Dettes subordonnées	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>278 114</b>	<b>408 253</b>

**Note 9. Dettes envers la clientèle**

	30.06.2011	31.12.2010
Comptes d'épargne à régime spécial	16 467 563	16 130 216
A vue	12 362 067	12 009 386
A terme	4 105 496	4 120 830
Dettes rattachées sur comptes d'épargne	176 922	111
<b>Sous-total</b>	<b>16 644 485</b>	<b>16 130 327</b>
Comptes ordinaires	5 360 694	5 319 682
Comptes et emprunts à terme	2 624 507	2 141 961
Pensions	0	0
Dettes d'assurance et de réassurance	26 482	26 546
Dettes rattachées	40 364	38 739
<b>Sous-total</b>	<b>8 052 047</b>	<b>7 526 928</b>
<b>TOTAL</b>	<b>24 696 532</b>	<b>23 657 255</b>

**Note 10. Dettes représentées par un titre**

	30.06.2011	31.12.2010
Bons de caisse	44 908	42 035
Titres du marché interbancaire et TCN	7 049 150	6 743 829
Emprunts obligataires	10 655 660	9 291 601
Dettes rattachées	141 962	223 041
<b>TOTAL</b>	<b>17 891 680</b>	<b>16 300 506</b>

**Note 11. Provisions techniques des contrats d'assurance**

	30.06.2011	31.12.2010
Vie	20 730 018	20 323 607
Non vie	321 044	312 583
Unités de compte	4 974 467	4 908 921
Autres	126 577	95 349
<b>TOTAL</b>	<b>26 152 106</b>	<b>25 640 460</b>

Note 12. Provisions

	31.12.2010	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provisions utilisées)	Reprises de l'exercice (provisions non utilisées)	Autre (1)	30.06.2011
Provisions pour engagements de retraite	108 615	13 221	-1 418	-8	-1 462	118 948
Provisions pour épargne-logement	23 827	263	0	-1 313	0	22 777
Autres	83 965	8 456	-1 879	-6 997	-771	82 774
<b>TOTAL</b>	<b>216 407</b>	<b>21 940</b>	<b>-3 297</b>	<b>-8 318</b>	<b>-2 233</b>	<b>224 499</b>

(1) dont principalement entrées de périmètre et modification des hypothèses actuarielles

**NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

En milliers d'euros

**Note 13. Intérêts et produits/charges assimilés**

	30.06.2011		30.06.2010	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit & banques centrales	90 045	-54 350	89 643	-76 469
Clientèle	801 164	-268 655	707 076	-200 308
Actifs/Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	106 341	-105 512	114 788	-119 458
Actifs financiers disponibles à la vente	38 706	0	33 867	0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6 780	0	7 562	0
Dettes représentées par un titre	0	-268 556	0	-207 683
Dettes subordonnées	0	-4 303	0	-4 725
<b>TOTAL</b>	<b>1 043 036</b>	<b>-701 376</b>	<b>952 936</b>	<b>-608 643</b>

**Note 14. Commissions**

	30.06.2011		30.06.2010	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	3 088	-609	2 468	-584
Clientèle	36 039	-1 456	16 976	-315
Instruments dérivés	2 939	-1 032	2 216	-1 306
Change	1 076	0	2 882	-965
Engagements de financement et de garantie	328	-605	16	-421
Titres et prestations de services	216 598	-53 804	204 168	-47 374
<b>TOTAL</b>	<b>260 068</b>	<b>-57 506</b>	<b>228 726</b>	<b>-50 965</b>

**Note 15. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat**

	30.06.2011	30.06.2010
Instruments de transaction	3 894	-4 985
Instruments à la juste valeur sur option	7 192	2 184
Inefficacité des couvertures	816	-2 001
Sur couverture de flux de trésorerie	0	378
Sur couverture de juste valeur	816	-2 379
variation de juste valeur des éléments couverts	5 189	-69 125
variation de juste valeur des éléments de couverture	-4 373	66 746
Résultat de change	255	185
<b>TOTAL DES VARIATIONS DE JUSTE VALEUR</b>	<b>12 157</b>	<b>-4 617</b>

**Note 16. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente**

	30.06.2011				30.06.2010			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe	0	-1 245	0	-1 245	0	-9 949	0	-9 949
Actions et autres titres à revenu variable	3 391	4 793	364	8 548	2 122	7 693	32	9 847
Titres immobilisés	5 686	1 944	0	7 630	2 554	3 083	1	5 638
<b>TOTAL</b>	<b>9 077</b>	<b>5 492</b>	<b>364</b>	<b>14 933</b>	<b>4 676</b>	<b>827</b>	<b>33</b>	<b>5 536</b>

**Note 17. Produits/charges des autres activités**

	30.06.2011		30.06.2010	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Activités d'assurance	2 087 044	-1 862 412	2 317 396	-2 101 825
Immeubles de placement	2 630	-10 296	371	-8 524
Autres produits	117 767	-48 388	72 955	-18 796
<b>TOTAL</b>	<b>2 207 441</b>	<b>-1 921 096</b>	<b>2 390 722</b>	<b>-2 129 145</b>

**Note 18. Charges générales d'exploitation**

	30.06.2011	30.06.2010
Charges de personnel	-329 042	-294 839
Autres charges	-229 482	-198 121
<b>TOTAL</b>	<b>-558 524</b>	<b>-492 960</b>

**Note 18a. Charges de personnel**

	30.06.2011	30.06.2010
Salaires et traitements	-194 782	-176 197
Charges sociales	-91 246	-83 460
Intéressement et participation des salariés	-19 053	-14 037
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-23 961	-21 145
<b>TOTAL</b>	<b>-329 042</b>	<b>-294 839</b>

**Note 18b. Autres charges d'exploitation**

	30.06.2011	30.06.2010
Impôts et taxes	-25 910	-21 001
Services extérieurs	-203 557	-177 118
Autres charges diverses	-15	-2
<b>TOTAL</b>	<b>-229 482</b>	<b>-198 121</b>

**Note 19. Coût du risque**

	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	30.06.2011
Etablissements de crédit	0	0	0	0	0	0
Cliantèle	-170 995	170 869	-39 949	-3 417	2 622	-40 870
Location financement	-2 248	2 177	-577	-106	0	-754
Concours clientèle	-163 917	165 677	-39 372	-3 311	2 622	-38 301
Engagements - autres	-4 830	3 015	0	0	0	-1 815
Actifs disponibles à la vente	-1 080	1 621	-508	0	0	33
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	-1 365	0	0	0	0	-1 365
Autres	-4 766	4 993	0	0	0	227
<b>TOTAL</b>	<b>-178 206</b>	<b>177 483</b>	<b>-40 457</b>	<b>-3 417</b>	<b>2 622</b>	<b>-41 975</b>

**Note 20. Impôt sur les bénéfices**

	30.06.2011	30.06.2010
Charge d'impôt exigible	-31 039	-38 671
Charge ou produit d'impôt différé net	-15 160	-5 742
<b>CHARGE NETTE D'IMPOT SUR LE BENEFICE</b>	<b>-46 199</b>	<b>-44 413</b>
Résultat avant impôt et résultat des sociétés mises en équivalence	210 421	210 968
<b>TAUX EFFECTIF DE L'IMPOT</b>	<b>21,96%</b>	<b>21,05%</b>

Analyse du taux effectif de l'impôt :

	30.06.2011	30.06.2010
Taux normal d'impôt	34,43%	34,43%
Différences permanentes	2,15%	0,86%
Imposition à taux réduit et exonérations	-1,48%	-1,85%
Impact des situations déficitaires	-11,60%	-6,68%
Crédits d'impôts	-2,42%	0,00%
Exceptionnel	0,73%	3,88%
Autres	0,15%	-9,59%
<b>TAUX EFFECTIF DE L'IMPOT</b>	<b>21,96%</b>	<b>21,05%</b>

Le report déficitaire ordinaire du groupe Crédit Mutuel Arkéa a été intégralement activé au cours de l'exercice.

**AUTRES NOTES**

En milliers d'euros

**Note 21. Engagements donnés et reçus**

	30.06.2011	31.12.2010
<b>Engagements donnés</b>	<b>11 479 576</b>	<b>10 909 536</b>
Engagements de financement	7 962 517	7 629 641
En faveur des établissements de crédit	145 542	155 792
En faveur de la clientèle	7 816 975	7 473 849
Engagements de garantie	2 569 648	2 740 200
D'ordre d'établissements de crédit	56 526	60 354
D'ordre de la clientèle	2 513 122	2 679 846
Engagements sur titres	947 411	539 695
Titres acquis avec faculté de reprise	0	0
Autres engagements donnés	947 411	539 695
<b>Engagements reçus</b>	<b>7 031 316</b>	<b>6 021 598</b>
Engagements de financement	3 989 003	3 257 297
Reçus des établissements de crédit	3 989 003	3 257 297
Reçus de la clientèle	0	0
Engagements de garantie	2 217 773	2 119 001
Reçus des établissements de crédit	493 619	424 583
Reçus de la clientèle	1 724 154	1 694 418
Engagements sur titres	824 540	645 300
Titres vendus avec faculté de reprise	0	0
Autres engagements reçus	824 540	645 300

Les engagements de financement donnés comprennent l'avance de trésorerie faite à la Caisse de Refinancement de l'Habitat afin d'assurer son fonctionnement pour un montant de 93 millions d'euros.

Note 22. Informations sectorielles

	Banque		Assurance et gestion d'actifs		Groupe	
	30.06.2011	30.06.2010	30.06.2011	30.06.2010	30.06.2011	30.06.2010
Produits internes (1)	90 302	80 962	-90 302	-80 962	0	0
Produits externes (2)	589 781	535 534	267 876	249 016	857 657	784 550
<b>Produit net bancaire</b>	<b>680 083</b>	<b>616 496</b>	<b>177 574</b>	<b>168 054</b>	<b>857 657</b>	<b>784 550</b>
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	-544 747	-474 648	-60 771	-59 900	-605 518	-534 548
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>135 336</b>	<b>141 848</b>	<b>116 803</b>	<b>108 154</b>	<b>252 139</b>	<b>250 002</b>
Coût du risque	-39 902	-39 348	-2 073	-191	-41 975	-39 539
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>95 434</b>	<b>102 500</b>	<b>114 730</b>	<b>107 963</b>	<b>210 164</b>	<b>210 463</b>
Quote-part des sociétés mises en équivalence	3 147	3 424	99	136	3 246	3 560
Autres	257	505	0	0	257	505
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>98 838</b>	<b>106 429</b>	<b>114 829</b>	<b>108 099</b>	<b>213 667</b>	<b>214 528</b>
Impôts sur les bénéfices	-7 257	-8 630	-38 942	-35 783	-46 199	-44 413
<b>Résultat net</b>	<b>91 581</b>	<b>97 799</b>	<b>75 887</b>	<b>72 316</b>	<b>167 468</b>	<b>170 115</b>
dont Intérêts minoritaires	820	60	9 012	8 293	9 832	8 353
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>90 761</b>	<b>97 739</b>	<b>66 875</b>	<b>64 023</b>	<b>157 636</b>	<b>161 762</b>

	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2011	31.12.2010
<b>Actifs et Passifs sectoriels</b>	<b>51 090 038</b>	<b>49 198 905</b>	<b>28 181 743</b>	<b>29 547 846</b>	<b>79 271 781</b>	<b>78 746 751</b>

(1) Produits sectoriels provenant de transactions avec d'autres secteurs.

(2) Produits sectoriels provenant de ventes à des clients externes.

L'analyse sectorielle s'appuie sur une segmentation en 2 secteurs d'activité :

- la Banque correspond principalement aux réseaux de caisses du Crédit Mutuel de Bretagne, du Crédit Mutuel du Sud-Ouest et du Crédit Mutuel Massif Central, aux filiales spécialisées dans le marché des entreprises et le financement de l'immobilier,
- l'Assurance et la gestion d'actifs regroupent les filiales spécialisées dans la gestion d'OPCVM et les sociétés d'assurance.

Note 23. Périmètre de consolidation

Nom	Secteur / Activité	% contrôle		% Intérêts	
		30/06/11	31/12/10	30/06/11	31/12/10
Crédit Mutuel Arkéa + Fédérations et Caisses du Crédit Mutuel de Bretagne, du Sud-Ouest et du Massif Central	Banque / Banque mutualiste			Entité consolidante	
<b>Sociétés consolidées par intégration globale</b>					
ARKEA CAPITAL PARTENAIRE	Banque / Capital développement	100,0	0,0	100,0	0,0
ARKEA SCD	Banque / Prestations de services	100,0	0,0	100,0	0,0
BAIL ENTREPRISES	Banque / Crédit bail et location financement	100,0	100,0	100,0	100,0
BANQUE COMMERCIALE POUR LE MARCHE DE L'ENTREPRISE	Banque / Banque d'entreprises	100,0	100,0	100,0	100,0
BANQUE PRIVEE EUROPEENNE	Banque	100,0	100,0	100,0	100,0
CAISSE DE BRETAGNE DE CREDIT MUTUEL AGRICOLE	Banque / Banque mutualiste	92,6	92,6	92,6	92,6
COMPAGNIE EUROPEENNE D'OPERATIONS IMMOBILIERES	Banque / Portage d'actifs	100,0	100,0	100,0	100,0
CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE BANQUE	Banque / Banque de réseaux spécialisés	91,0	78,9	91,0	78,9
CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE SCF	Banque / Structure de refinancement	100,0	100,0	91,0	78,8
CREDIT MUTUEL ARKEA HOME LOANS SFH	Banque / Structure de refinancement	100,0	100,0	100,0	100,0
CREDIT MUTUEL ARKEA PUBLIC SECTOR SCF	Banque / Structure de refinancement	100,0	100,0	100,0	100,0
FEDERAL EQUIPEMENTS	Banque / Prestations de services	100,0	100,0	100,0	100,0
FEDERAL FINANCE BANQUE	Assurances et gestion d'actifs / Banque privée et gestion d'actifs	100,0	100,0	100,0	100,0
FEDERAL FINANCE GESTION	Assurances et gestion d'actifs / Gestion d'actifs	100,0	100,0	100,0	100,0
FEDERAL SERVICE	Banque / Prestations de services	96,2	96,2	96,2	96,2
FINANCO	Banque / Banque de réseaux spécialisés	100,0	100,0	100,0	100,0
FONCIERE INVESTISSEMENT	Banque / Immobilier	100,0	100,0	99,7	99,7
FORTUNEO	Banque / Intermediation financière et boursière	100,0	100,0	100,0	100,0
GICM	Banque / Prestations de services	100,0	100,0	96,2	96,2
INFOLIS	Assurances et gestion d'actifs / Prestations de services	100,0	100,0	100,0	100,0
LEASECOM GROUP	Banque / Crédit bail et location financement	95,0	95,0	95,0	95,0
LEASECOM	Banque / Crédit bail et location financement	100,0	100,0	95,0	95,0
LEASECOM CAR	Banque / Crédit bail et location financement	100,0	100,0	95,0	95,0
LEASECOM FINANCIAL ASSETS	Banque / Crédit bail et location financement	100,0	100,0	95,0	95,0
MONEXT	Banque / Prestations de services	100,0	100,0	100,0	100,0
MONEXT HOLDING	Banque / Prestations de services	100,0	100,0	100,0	100,0
NOVELIA	Assurances et gestion d'actifs / Courtage en assurances	100,0	100,0	100,0	100,0
PROCAPITAL	Banque / Intermediation financière et boursière	100,0	100,0	100,0	100,0
PROCAPITAL BANKING SERVICES	Banque / Prestations de services bancaires	100,0	100,0	100,0	100,0
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE INTERFEDERALE	Banque / Immobilier	100,0	100,0	100,0	100,0
SURAVENIR	Assurances et gestion d'actifs / Assurance-vie	85,0	85,0	85,0	85,0
SURAVENIR ASSURANCES	Assurances et gestion d'actifs / Assurance non vie	100,0	100,0	100,0	100,0
SYNERGIE FINANCE	Banque / Capital développement	100,0	100,0	100,0	100,0
SYNERGIE FINANCE GESTION	Assurances et gestion d'actifs / Gestion d'actifs	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>Sociétés consolidées par mise en équivalence</b>					
ACTA VOYAGES	Assurances et gestion d'actifs / Tourisme et voyages	40,0	40,0	40,0	40,0
CAISSE CENTRALE DU CREDIT MUTUEL	Banque / Banque mutualiste	21,4	21,3	21,4	21,3
CREDIT MUTUEL CARTES DE PAIEMENTS	Banque / Banque mutualiste	25,0	25,0	26,6	26,6

**3. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière  
semestrielle 2011**

**Crédit Mutuel Arkéa**

Société Anonyme Coopérative de Crédit à capital variable

1, rue Louis Lichon  
29480 Le Relecq-Kezhuon

---

**Rapport des Commissaires aux Comptes  
sur l'information financière semestrielle**

Période du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 30 juin 2011

MAZARS  
61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie

Deloitte & Associés  
185, avenue Charles de Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

### **Crédit Mutuel Arkéa**

Société Anonyme Coopérative de Crédit à capital variable  
1, rue Louis Lichou  
29480 Le Relcoq-Kerhuon

---

### **Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle**

Période du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 30 juin 2011

---

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés du Crédit Mutuel Arkéa relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration, dans un contexte caractérisé par une crise des finances publiques de certains pays de la zone euro et en particulier la Grèce dont les effets sont décrits dans la note « Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Crédit Mutuel Arkéa

2 / 2

**I. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

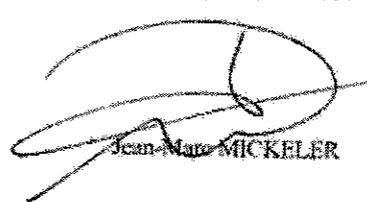
**II. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 29 août 2011

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS  
  
Frank BOYER

DELOITTE & ASSOCIES  
  
Jean-Marc MICKELER

**-Nom du responsable**

Ronan LE MOAL, Directeur Général du Crédit Mutuel Arkéa.

**- Attestation du responsable**

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Fait à Brest,  
Le 2/09/2011.

Ronan LE MOAL  
Directeur Général

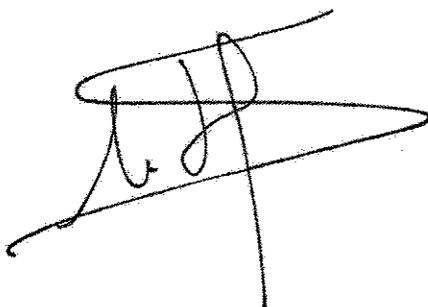


Table de concordance**- Table de concordance du Document de Référence**

Schéma de l'Annexe XI du règlement européen n°809/2004	Chapitres du Document de Référence 2011 enregistré le 23 mai 2011 sous le n° R.11-028	Pages du Document de Référence 2011 enregistré le 23 mai 2011 sous le n° R.11-028	Pages de l'actualisation enregistrée [xx/xx/xxxx] sous le n° R.XX-yyy
<b>1. PERSONNES RESPONSABLES</b>			57
1.1. Personne responsable des informations contenues dans le Document de Référence	Chapitre 9	115	57
1.2. Déclaration de la personne responsable du Document de Référence	Chapitre 9	115	57
<b>2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES</b>			
2.1. Contrôleurs légaux des comptes pour la période couverte par les informations financières historiques	Chapitre 10	116	
2.2. Démission ou révocation des contrôleurs légaux durant la période couverte par les informations financières historiques	Non applicable	N/A	
<b>3. FACTEURS DE RISQUE</b>	Chapitre 3	27	3
<b>4. INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIÉTÉ</b>			
4.1. Histoire et évolution de la société	Chapitre 1	4	
4.1.1. Raison sociale et nom commercial de la société	Chapitre 8	112	
4.1.2. Lieu de constitution de la société et numéro d'enregistrement	Chapitre 8	112	
4.1.3. Date de constitution et durée de vie de la société	Chapitre 8	112	
4.1.4. Siège social et forme juridique de la société, législation régissant ses activités, son pays d'origine, adresse et numéro de téléphone de son siège statutaire	Chapitre 8	112	
4.1.5. Événement récent propre à la société relatif à l'évaluation de sa solvabilité	Chapitre 2 Chapitre 2	11 22	
<b>5. APERÇU DES ACTIVITÉS</b>			

## Table de concordance

5.1. Principales activités	Chapitre 2	16	3
5.1.1. Principales activités de la société	Chapitre 2	16	
5.1.2. Nouveau produit et/ou nouvelle activité	Chapitre 2 Chapitre 2	13 19	
5.1.3. Principaux marchés	Chapitre 1	5	
5.1.4. Position concurrentielle de la société	Non applicable	N/A	
<b>6. ORGANIGRAMME</b>			
6.1. Description du Groupe et place de la société au sein du Groupe	Chapitre 1	5	
6.2. Liens de dépendance de la société au sein du Groupe	Chapitre 1	5	
<b>7. INFORMATION SUR LES TENDANCES</b>			
7.1. Déclaration sur les perspectives de la société depuis la date de ses derniers états financiers vérifiés et publiés	Chapitre 2	25	
7.2. Tendances ou événement susceptible d'influer sur les perspectives de la société pour l'exercice en cours	Chapitre 2	25	
<b>8. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE</b>			
Non applicable			
<b>9. ORGANE D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION</b>			
9.1. Nom, adresse et fonction, dans la société des membres des organes d'administration et de direction	Chapitre 4	48	
9.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction	Chapitre 4	60	
<b>10. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES</b>			
10.1. Nature du contrôle exercé sur société	Chapitre 8	112	
10.2. Accord susceptible d'entraîner un changement du contrôle de la société	Non applicable Chapitre 8	N/A 112	
<b>11. INFORMATIONS FINANCIERES</b>			

**Table de concordance**

<b>CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ</b>			
11.1. Informations financières historiques	Chapitre 5 Chapitre 7	62 108	
a) Bilan	Chapitre 5 Chapitre 7	62 108	
b) Compte de résultat	Chapitre 5 Chapitre 7	63 109	
c) Tableau des flux de trésorerie	Chapitre 5 Chapitre 7	65 111	
d) Notes explicatives	Chapitre 6 Chapitre 7	81 111	
11.2. États financiers	Chapitre 5 Chapitre 7	62 108	
11.3. Vérification des informations financières historiques annuelles	Chapitre 8	113	
11.3.1. Déclaration attestant que les informations financières historiques ont été vérifiées.	Chapitre 8 Chapitre 13	113 122	
11.3.2. Autres informations contenues dans le Document de Référence vérifiées par les contrôleurs légaux.	Non applicable Chapitre 8	N/A 113	
11.3.3. Source des informations financières figurant dans le Document de Référence non tirées des états financiers vérifiés de la société	Non applicable Chapitre 8	N/A 113	
11.4. Date des dernières informations financières auditées	Chapitre 8	114	
11.5. Informations financières intermédiaires et autres	Non applicable	N/A	
11.5.1. Informations financières trimestrielles ou semestrielles depuis la date des derniers états vérifiés et rapport d'examen	Non applicable Chapitre 8	N/A 114	20
11.5.2. Informations financières intermédiaires couvrant les six premiers mois du nouvel exercice assorties d'états financiers comparatifs, et rapport d'examen	Non applicable	N/A	
11.6. Procédures judiciaires et d'arbitrage	Chapitre 8	113	
11.7. Changement significatif de la	Chapitre 8	113	

## Table de concordance

situation financière de la société			
<b>12. CONTRATS IMPORTANTS</b>	Chapitre 8	113	
<b>13. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS</b>	Non applicable Chapitre 8	N/A 113	
<b>14. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC</b>	Chapitre 12	120	62

La présente actualisation du Document de Référence comprend le rapport financier semestriel :

- Attestation du responsable page 57
- Rapport semestriel d'activité pages 3 à 19
- Etats financiers semestriels consolidés pages 20 à 53
- Rapport des contrôleurs légaux des comptes page 54 à 56

## Documents accessibles au public

---

### - Documents accessibles au public

La présente actualisation du Document de Référence est disponible sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers : [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org).

Ce document pourra être consulté au siège social de la société aux heures et jours ouvrés habituels. Une copie de la présente actualisation du Document de Référence sera adressée sans frais à toute personne qui en fait la demande. Ce document peut être également consulté sur le site Internet de la société ([www.arkea.com](http://www.arkea.com)).